NATIONS UNIES **EP**

Programme des Nations Unies pour l'environnement

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/99/16
29 octobre 2026

ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Quatre-vingt-dix-neuvième réunion
Montréal, 7-11 décembre 2026
Point 7 a) iv) de l'ordre du jour provisoire[1]

RAPPORT PÉRIODIQUE DU PNUE AU 31 DÉCEMBRE 2025

Introduction

1. Le présent document contient le rapport périodique du PNUE au 31 décembre 2025[2].

2. Le rapport périodique du PNUE couvre l'état de la mise en œuvre de chacun des projets en cours, examiné par le Secrétariat pays par pays, en tenant compte des retards accusés dans la mise en œuvre par rapport aux dates d'achèvement prévues déclarées en 2025, des répercussions possibles de ces retards sur l'élimination des substances réglementées et du taux des décaissements prévus. L'analyse figurant dans le présent document est fondée sur les tonnes PAO de toutes les substances réglementées, à l'exception des HFC, qui sont mesurées en tonnes métriques (tm) et en tonnes d'équivalent CO_2[3].

3. Le présent document comprend une synthèse de l'état d'avancement de la mise en œuvre des projets pour 2025 et des progrès cumulés depuis 1991, couvrant toutes les substances réglementées, y compris celles relevant de l'annexe F (HFC), en vertu du Protocole de Montréal pour tous les projets approuvés au titre d'un financement ordinaire et des contributions volontaires supplémentaires[4]. Il contient également une analyse de l'état de la mise en œuvre de tous les projets en cours[5] à l'échelle des pays. Il recense les projets connaissant des retards d'exécution et les conséquences possibles de ces retards sur l'élimination des substances réglementées, ainsi que les projets dont les questions en suspens doivent être examinées par

[1] UNEP/OzL.Pro/ExCom/99/1

[2] Le rapport périodique est joint au présent document. Les données ont été incluses dans la base de données du rapport périodique global, qui figure sur le portail de la 99e réunion du site web du Fonds multilatéral, sous forme de tableur au format Microsoft Excel.

[3] Conformément à la décision 84/12 a) iv), la mesure de la quantité de HFC en tonnes d'équivalent CO_2 figure dans les rapports périodiques présentés à la 99e réunion.

[4] Financées par 17 Parties non visées à l'article 5 pour apporter un soutien à mise en place rapide à la mise en œuvre de l'Amendement de Kigali.

[5] Les projets en cours englobent tous les projets qui se trouvaient dans la phase de mise en œuvre au 31 décembre 2025. Les principaux indicateurs d'avancement sont le pourcentage de fonds décaissés et le pourcentage des projets pour lesquels une partie des fonds a été déboursée ; le financement qui est censé être décaissé d'ici la fin de l'année, exprimé en pourcentage du financement approuvé ; la durée moyenne des retards de mise en œuvre prévus ; et les renseignements figurant dans la colonne des remarques de la base de données des rapports périodiques.

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

le Comité exécutif. Comme tous les projets approuvés au titre des contributions volontaires supplémentaires ont été menés à bien et que les soldes restants seront restitués au Fonds, le Secrétariat n'établira plus de rapport distinct sur ces projets.

État d'avancement de la mise en œuvre des projets en 2025 et progrès cumulés depuis 1991

4. Au 31 décembre 2025, le Comité exécutif avait approuvé un montant de 521,47 millions de $US pour les projets du PNUE, à raison de 481,89 millions de $US pour la mise en œuvre de projets non liés à des investissements, et de 39,58 millions de $US pour les coûts d'appui d'agence (à l'exclusion des projets annulés et transférés). Le tableau 1 présente une synthèse de la mise en œuvre depuis les débuts jusqu'à la fin de l'année 2025.

Tableau 1. Synthèse des projets du PNUE depuis la création du Fonds multilatéral

Description	Cumul depuis 1991*
Nombre d'approbations	3 233
Nombre de projets achevés	2 765
Total des fonds approuvés (hors coûts d'appui) ($US)	481 887 196
Total des fonds décaissés (hors coûts d'appui) ($US)	412 395 943
Total des éliminations approuvées (tonnes PAO)**	2 718,8
Total des éliminations réalisées (tonnes PAO)**	2 283,0
Total des éliminations approuvées (tm)***	873,4
Total des éliminations réalisées (tm)***	35,9
Total des éliminations approuvées (tonnes éq CO_2)***	1 826 294
Total des éliminations réalisées (tonnes éq CO_2)***	68 058

* Projets annulés et transférés non compris.
** Incluant uniquement la consommation.
*** Pour les projets portant sur les HFC uniquement (incluant uniquement la consommation).

5. En 2025, 102 nouveaux projets et activités ont été approuvés. Ce niveau de financement devrait se traduire par l'élimination de 2 719 tonnes PAO de consommation de substances appauvrissant la couche d'ozone (SAO) et de 873 tm (1 826 294 tonnes d'équivalent CO_2) de consommation de HFC. L'annexe I indique l'état d'avancement, par pays, de la mise en œuvre des projets en 2025.

6. Le tableau 2 présente l'état d'avancement de la mise en œuvre des projets, y compris le décaissement des fonds par catégorie de projet, au 31 décembre 2025. L'annexe II contient des informations analytiques pour chaque année depuis 1991.

Tableau 2. État d'avancement de la mise en œuvre des projets par catégorie au 31 décembre 2025*

Catégories	Nombre de projets			Financement ($US)**			
	Approuvés	Achevés	% d'achèvement	Approuvé	Décaissé	Solde	% de décaissement
Programme des agences	182	180	99	219 020 391	205 677 619	13 342 772	94
CFC pris individuellement	449	449	100	18 859 831	18 859 831	0	100
Plans d'élimination des CFC	117	117	100	9 549 588	9 549 588	1	100
Élimination définitive	2	2	100	190 040	190 040	0	100
Efficacité énergétique	6	0	0	1 617 200	109 657	1 507 543	7
Soutien aux gouvernements	1 063	968	91	100 834 251	86 022 781	14 811 470	85
HCFC pris individuellement	312	278	89	12 780 387	11 705 070	1 075 316	92
Plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH), phase I	357	345	97	27 708 270	26 507 764	1 200 506	96
PGEH, phase II	225	80	36	44 754 010	22 344 233	22 409 777	50
PGEH, phase III	16	2	12	4 861 825	837 463	4 024 362	17
HFC pris individuellement	316	220	70	26 753 474	19 552 176	7 201 298	73

Catégories	Nombre de projets			Financement ($US)**			
	Approuvés	Achevés	% d'achèvement	Approuvé	Décaissé	Solde	% de décaissement
Plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali relatif aux HFC (KIP), phase I	66	2	3	4 649 415	731 208	3 918 207	16
Autres SAO pris individuellement	90	90	100	6 781 350	6 781 350	0	100
Autres plans sectoriels liés aux SAO	32	32	100	3 527 163	3 527 163	0	100
Total	**3 233**	**2 765**	**86**	**481 887 196**	**412 395 943**	**69 491 253**	**86**

* Projets annulés et transférés non compris.
** Hors coûts d'appui d'agence.

7. La mise en œuvre des projets et des activités menés par le PNUE en 2025 et leur cumul depuis 1991 jusqu'au 31 décembre 2025 sont récapitulés comme suit :

a) **Élimination** [6] **:** En 2025, 19,8 tonnes PAO de consommation de SAO et 28,2 tm (48 165 tonnes d'équivalent CO_2) de consommation de HFC ont été éliminées, et l'élimination de 33,6 tonnes PAO de consommation de SAO et de 162,2 tm (380 774 tonnes d'équivalent CO_2) de consommation de HFC supplémentaires a été approuvée. Depuis 1991, 2 283 tonnes PAO de consommation de SAO ont été éliminées sur un total prévu de 2 719 tonnes, et 36 tm (68 058 tonnes d'équivalent CO_2) de consommation HFC ont été éliminées sur un total prévu de 873 tm (1 826 294 tonnes d'équivalent CO_2) dans le cadre des projets approuvés (hors projets annulés et transférés).

b) **Décaissements/approbations :** En 2025, 23,2 millions de $US ont été décaissés sur les 27,2 millions de $US attendus d'après le rapport périodique de 2024, soit un taux de décaissement correspondant à 85 pour cent du montant prévu. Au total, 412,4 millions de $US ont été décaissés sur un décaissement total approuvé de 481,89 millions de $US (hors coûts d'appui d'agence), soit un taux de décaissement de 86 pour cent. En 2025, un montant de 24,05 millions de $US a été approuvé pour la mise en œuvre ;

c) **Nombre de projets achevés :** En 2025, 70 projets ont été menés à bien. Depuis 1991, 2 765 projets ont été achevés sur les 3 233 projets approuvés (hors projets clôturés ou transférés), ce qui équivaut à un taux d'achèvement de 86 pour cent ;

d) **Rapidité de livraison des projets non liés à des investissements :** Les projets menés à bien en 2025 se sont terminés en moyenne 36 mois après leur approbation. Depuis 1991, le délai moyen d'achèvement des projets ne portant pas sur des investissements est de 37 mois à partir de leur approbation. En moyenne, les premiers décaissements de ces projets ont eu lieu 12 mois à compter de leur approbation ;

e) **Préparation des projets :** Sur les 493 activités de préparation de projet approuvées à la fin de 2025, 392 sont terminées, et 101 sont toujours en cours. En 2025, 19 activités de préparation de projet ont été achevées ;

f) **Retards de mise en œuvre :** Un total de 468 projets étaient en cours de mise en œuvre à la fin de 2025, avec un retard moyen de sept mois. 27 d'entre eux sont classés comme « projets accusant des retards de mise en œuvre » [7] et font l'objet de procédures

[6] L'élimination des SAO est exprimée en tonnes PAO ainsi qu'en tm et tonnes d'équivalent CO_2 de HFC.
[7] Projets approuvés depuis plus de 18 mois avec un taux de décaissement inférieur à un pour cent, ou projets toujours pas terminés 12 mois après la date d'achèvement proposée dans le rapport périodique (décision 22/61).

d'annulation (les projets de démonstration, les activités de préparation de projet et celles de renforcement des institutions n'étant pas soumis à de telles procédures) ; et

g) **Accords pluriannuels :** En 2025, 95 accords pluriannuels pour des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) et 57 accords pluriannuels pour des plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali relatif aux HFC (KIP) étaient en cours de mise en œuvre. Depuis 1991, 327 accords pluriannuels ont été approuvés et 175 ont été achevés, soit un taux d'achèvement de 54 pour cent.

8. Le tableau 3 récapitule les progrès réalisés par le PNUE depuis 1991.

Tableau 3. Progrès réalisés par le PNUE depuis 1991

Élimination réalisée		Décaissement ($US)	Nombre de projets		Délai d'achèvement des projets non liés à des investissements (mois)	Retard moyen des projets (mois)	Nombre d'accords pluriannuels	
Tonnes PAO*	Tonnes éq. CO_2**		Approuvés	Achevés			Approuvés	Achevés
2 283	68 058	412 395 943	3 233	2 765	37	7	327	175

* Consommation de SAO.
** Projets portant sur les HFC.

Projets liés aux HFC

9. Au 31 décembre 2025, le Comité exécutif avait approuvé 382 projets portant sur les HFC (à savoir 134 activités de préparation, 182 projets d'assistance technique et 66 projets au titre de la phase I de KIP) pour un montant de 31 402 889 $US (hors coûts d'appui d'agence). Le tableau 4 récapitule l'état de ces projets et les données correspondantes sont déjà prises en compte dans les paragraphes 4 à 8.

Tableau 4. Projets liés aux HFC approuvés*

Catégories	Nombre de projets			Financement ($US)**			
	Approuvés	Achevés	% d'achèvement	Approuvé	Décaissé	Solde	% de décaissement
HFC pris individuellement – projets de préparation	134	43	32	11 992 129	5 584 902	6 407 227	47
HFC pris individuellement – assistance technique	182	177	97	14 761 345	13 967 275	794 071	95
KIP, phase I***	66	2	3	4 649 415	731 208	3 918 207	16
Total	**382**	**222**	**58**	**31 402 889**	**20 283 384**	**11 119 505**	**65**

* Projets annulés et transférés non compris.
** Hors coûts d'appui d'agence.
*** 873 tm (1 826 294 tonnes d'équivalent CO_2) d'élimination de HFC ont été approuvées.

10. À la fin de l'année 2025, sur les 382 projets, 43 activités de préparation, 177 projets d'assistance technique et deux projets liés à la phase I de KIP étaient achevés, tandis que 160 étaient encore en cours. Les projets en cours étaient à différents stades de mise en œuvre.

11. Sur le financement total cumulé approuvé de 31 402 889 $US (hors coûts d'appui d'agence), 20 283 384 $US ont été décaissés, ce qui représente un taux de décaissement de 65 pour cent.

Projets portant sur l'efficacité énergétique

12. Au 31 décembre 2025, le Comité exécutif avait approuvé six projets en lien avec l'efficacité énergétique (dont cinq projets pilotes d'assistance technique au titre de la fenêtre de financement correspondant à la décision 91/65 et un projet d'assistance technique pour le « jumelage des responsables des bureaux nationaux de l'ozone et des décideurs nationaux en matière d'efficacité énergétique » pour soutenir l'Amendement de Kigali) représentant 1 617 200 $US (hors coûts d'appui d'agence). Le tableau 5 récapitule l'état de ces projets et les données correspondantes sont déjà prises en compte dans les paragraphes 4 à 8.

Tableau 5. Projets portant sur l'efficacité énergétique approuvés*

Type	Nombre de projets			Financement ($US)**			
	Approuvés	Achevés	% d'achèvement	Approuvé	Décaissé	Solde	% de décaissement
Projets pilotes (décision 91/65) – assistance technique	5	0	0	824 000	109 657	714 343	13
Assistance technique autre	1	0	0	793 200	0	793 200	0
Total	**6**	**0**	**0**	**1 617 200**	**109 657**	**1 507 543**	**7**

* Projets annulés non compris.
** Hors coûts d'appui d'agence.

13. À la fin de 2025, tous les projets approuvés étaient en cours. Sur le financement total cumulé approuvé de 1 617 200 $US (hors coûts d'appui d'agence), la somme de 109 657 $US avait été décaissée, soit un taux de décaissement de 7 pour cent.

Questions recensées durant la mise en œuvre des projets en 2025

14. À l'issue du processus d'examen, plusieurs questions ont été abordées et réglées de manière satisfaisante, à l'exception des questions relatives à 27 projets classés comme des projets accusant des retards de mise en œuvre (dont 26 projets liés aux volets d'accords pluriannuels visés par une procédure d'annulation, conformément à la décision 84/45 c) ; et un projet d'assistance technique). Ces projets classés comme connaissant des retards de mise en œuvre figurent à l'annexe III au présent document, ainsi que les recommandations du Secrétariat demandant la présentation d'un rapport à la 100e réunion.

15. Des questions ont également été soulevées concernant des projets ou des tranches d'accords pluriannuels visant à éliminer les HCFC et les HFC ; le renouvellement de projets de renforcement des institutions ; la préparation de PGEH ; des projets menés au titre de la décision 91/66 ; et des activités de facilitation dédiées à la réduction progressive des HFC. Ces questions sont également présentées à l'annexe III. Une courte description de l'état de la mise en œuvre, les questions en suspens ainsi qu'une recommandation proposée aux fins d'examen par le Comité exécutif sont présentés pour chacun de ces projets.

16. Les détails des progrès réalisés dans la mise en œuvre des projets menés dans le cadre des PGEH de la Barbade[8], de la Chine (entretien)[9], d'El Salvador[10], de l'Éthiopie[11], du Gabon[12], de la Grenade[13], de

[8] UNEP/OzL.Pro/ExCom/99/39
[9] UNEP/OzL.Pro/ExCom/99/45
[10] UNEP/OzL.Pro/ExCom/99/51
[11] UNEP/OzL.Pro/ExCom/99/52
[12] UNEP/OzL.Pro/ExCom/99/53
[13] UNEP/OzL.Pro/ExCom/99/54

l'Inde[14], de l'Iraq[15], de la Mongolie[16], du Mozambique[17], du Qatar[18], de Sao Tomé-et-Principe[19], de l'Arabie saoudite[20], de la Serbie[21], de la Sierra Leone[22], de Sri Lanka[23], du Timor-Leste[24] et de la République-Unie de Tanzanie[25], ainsi que les KIP du Cambodge[26], du Congo[27], de la République dominicaine[28] et du Kirghizistan[29] et les rapports sur les projets comportant des exigences particulières de remise de rapports[30] associés au Bangladesh (PGEH) et au Sénégal (PGEH) ont été soumis à la 99e réunion. Les recommandations relatives aux questions en suspens pour ces projets, notamment l'approbation d'éventuelles demandes de prorogation, sont abordées dans les sections correspondantes de ces documents. Les questions en suspens pour les autres projets en cours qui ne sont pas incluses dans l'annexe III au présent document ainsi que les demandes de prorogation des dates d'achèvement sont traitées ci-après.

17. Sur les 272 projets en cours (sans compter ceux liés au renforcement des institutions et à la préparation de projets), 63 ont vu leur date d'achèvement prévue révisée depuis le rapport périodique de 2024.

18. Conformément à la décision 95/12 b), le Secrétariat a pris note du fait qu'aucune demande de renouvellement de projets de renforcement des institutions n'a été présentée au cours des trois dernières années pour trois pays visés à l'article 5, à savoir l'Algérie, le Myanmar et Nauru. Parmi les principales raisons expliquant cette absence de présentation figurent les difficultés administratives et institutionnelles, l'instabilité politique et la situation en matière de sécurité, ainsi que les importants soldes restants des phases précédemment approuvées des projets de renforcement des institutions. Le PNUE a indiqué qu'il soutient activement ces pays et qu'il prévoit de présenter ces demandes de renouvellement d'ici à 2027, sauf dans le cas du Myanmar, pays pour lequel la soumission est subordonnée à la situation politique nationale et à la reprise des activités.

19. Conformément à la décision 82/11 b)[31], le PNUE a demandé une prorogation de la durée de 35 projets au titre de la décision 91/66, comme le montre le tableau 6.

[14] UNEP/OzL.Pro/ExCom/99/56
[15] UNEP/OzL.Pro/ExCom/99/57
[16] UNEP/OzL.Pro/ExCom/99/61
[17] UNEP/OzL.Pro/ExCom/99/62
[18] UNEP/OzL.Pro/ExCom/99/68
[19] UNEP/OzL.Pro/ExCom/99/69
[20] UNEP/OzL.Pro/ExCom/99/70
[21] UNEP/OzL.Pro/ExCom/99/71
[22] UNEP/OzL.Pro/ExCom/99/72
[23] UNEP/OzL.Pro/ExCom/99/73
[24] UNEP/OzL.Pro/ExCom/99/74
[25] UNEP/OzL.Pro/ExCom/99/76
[26] UNEP/OzL.Pro/ExCom/99/43
[27] UNEP/OzL.Pro/ExCom/99/47
[28] UNEP/OzL.Pro/ExCom/99/50
[29] UNEP/OzL.Pro/ExCom/99/58
[30] UNEP/OzL.Pro/ExCom/99/19 ou UNEP/OzL.Pro/ExCom/99/20
[31] Toute demande de prorogation doit être soumise au Comité exécutif en vue de son approbation avant la date d'achèvement du projet, sachant qu'aucun nouvel engagement ne doit être pris avant que la prorogation ne soit approuvée.

Tableau 6. Projets menés au titre de la décision 91/66 pour lesquels une prorogation de la date d'achèvement a été demandée

Pays/Code du projet	Décais-sement (%)	Activités nécessitant un délai supplémentaire	Date d'achèvement prévue à l'origine (mois et année)	Date d'achèvement demandée (mois et année)
Préparation d'un inventaire national des banques de déchets de substances réglementés et élaboration d'un plan national pour la gestion de ces substances (décision 91/66)				
Bahamas BHS/HFCIND/38/UNEP/PRP/DES/95	8	Finalisation de l'inventaire et du plan d'action	Décembre 2026	Juin 2027
Bhoutan BTN/HFCIND/37/UNEP/PRP/DES/95	0	Achèvement des activités restantes et de l'étude, et finalisation du rapport	Décembre 2026	Décembre 2027
Brunéi Darussalam BRN/HFCIND/35/UNEP/PRP/DES/95	1	Achèvement du recueil des données, évaluation des modalités de gestion en fin de vie en consultation avec les parties prenantes pertinentes, et finalisation des recommandations relatives aux politiques et au plan d'action	Décembre 2026	Décembre 2027
Îles Cook COK/HFCIND/23/UNEP/PRP/DES/95	0	Achèvement de l'évaluation des modalités et de l'élaboration des recommandations en matière de politique et des plans d'action, par le biais de consultations entre l'Overseas Environmental Cooperation Center (OECC, centre de coopération environnementale d'outre-mer du Japon) et les parties prenantes pertinentes, pour garantir l'adéquation au contexte national	Décembre 2026	Décembre 2027
Fidji FJI/HFCIND/47/UNEP/PRP/DES/95	0			
Kiribati KIR/HFCIND/23/UNEP/PRP/DES/95	0			
Îles Marshall MHL/HFCIND/23/UNEP/PRP/DES/95	0			
Micronésie (États fédérés de) FSM/HFCIND/22/UNEP/PRP/DES/95	0			
Nauru NRU/HFCIND/19/UNEP/PRP/DES/95	0			
Nioué NIU/HFCIND/22/UNEP/PRP/DES/95	0			
Palaos PLW/HFCIND/24/UNEP/PRP/DES/95	0			
Samoa WSM/HFCIND/32/UNEP/PRP/DES/95	0		Décembre 2026	Décembre 2027
Îles Salomon SLB/HFCIND/25/UNEP/PRP/DES/95	43		Décembre 2026	Décembre 2027
Tonga TON/HFCIND/24/UNEP/PRP/DES/95	0		Décembre 2026	Décembre 2027
Tuvalu TUV/HFCIND/23/UNEP/PRP/DES/95	0		Décembre 2026	Décembre 2027
Vanuatu VUT/HFCIND/23/UNEP/PRP/DES/95	0		Décembre 2026	Décembre 2027
Région Asie et Pacifique ASP/HFCIND/72/UNEP/PRP/DES/95	0	Achèvement de l'évaluation des modalités et de l'élaboration des recommandations en matière de politique et des plans d'action, par le biais de consultations entre l'OECC du Japon et les parties prenantes pertinentes, pour garantir	Décembre 2026	Décembre 2027

Pays/Code du projet	Décais-sement (%)	Activités nécessitant un délai supplémentaire	Date d'achèvement prévue à l'origine (mois et année)	Date d'achèvement demandée (mois et année)
		l'adéquation au contexte national ; et organisation de l'atelier régional		
Érythrée ERI/HFCIND/31/UNEP/PRP/DES/94	78	Achèvement du recueil des données et de l'analyse et finalisation du rapport	Juin 2026	Juin 2027
Eswatini SWZ/HFCIND/43/UNEP/PRP/DES/95	0	Achèvement du recueil des données et de l'analyse et finalisation du rapport	Décembre 2026	Juin 2027
Gambie GMB/HFCIND/55/UNEP/PRP/DES/95	0	Achèvement du recueil des données et de l'analyse et finalisation du rapport	Décembre 2026	Juin 2027
Kirghizistan KGZ/HFCIND/54/UNEP/PRP/DES/94	80	Achèvement du recueil des données et de l'analyse et finalisation du rapport	Juin 2026	Décembre 2026
République démocratique populaire lao LAO/HFCIND/47/UNEP/PRP/DES/94	24	Finalisation du rapport sur l'inventaire national, évaluation des modalités possibles en consultation avec les parties prenantes pertinentes, et élaboration des recommandations en matière de politique et des plans d'action	Juin 2026	Juin 2027
Lesotho LSO/HFCIND/37/UNEP/PRP/DES/94	50	Achèvement du recueil des données et de l'analyse et finalisation du rapport	Juin 2026	Juin 2027
Malawi MWI/HFCIND/61/UNEP/PRP/DES/94	97	Achèvement de l'examen interne et finalisation du rapport	Juin 2026	Décembre 2026
Maldives MDV/HFCIND/43/UNEP/PRP/DES/95	0	Achèvement de l'analyse des activités à mettre en œuvre et finalisation du rapport	Décembre 2026	Décembre 2027
Mongolie MNG/HFCIND/43/UNEP/PRP/DES/95	0	Achèvement du recueil des données et de l'analyse et finalisation du rapport	Décembre 2026	Décembre 2027
Népal NPL/HFCIND/50/UNEP/PRP/DES/95	0	Achèvement du recueil des données et de l'analyse et finalisation du rapport	Décembre 2026	Décembre 2027
Nigéria NGA/HFCIND/171/UNEP/PRP/DES/94	40	Achèvement de l'examen interne et finalisation du rapport	Juin 2026	Décembre 2026
Sierra Leone SLE/HFCIND/53/UNEP/PRP/DES/94	0	Achèvement de l'examen interne et finalisation du rapport	Mai 2026	Décembre 2026
Sri Lanka LKA/HFCIND/70/UNEP/PRP/DES/95	0	Achèvement des activités restantes et de l'étude, et finalisation du rapport	Décembre 2026	Décembre 2027
Timor-Leste TLS/HFCIND/32/UNEP/PRP/DES/95	0	Achèvement du recueil des données, évaluation des modalités possibles en consultation avec les parties prenantes pertinentes, et élaboration des recommandations en matière de politique et des plans d'action	Décembre 2026	Décembre 2027

Pays/Code du projet	Décais-sement (%)	Activités nécessitant un délai supplémentaire	Date d'achèvement prévue à l'origine (mois et année)	Date d'achèvement demandée (mois et année)
Ouganda UGA/HFCIND/42/UNEP/PRP/DES/95	0	Achèvement de l'étude et finalisation du rapport	Décembre 2026	Juin 2027
Yémen YEM/HFCIND/49/UNEP/PRP/DES/93	13	Adaptation des méthodes de travail sur le terrain et mise en œuvre de protocoles de sécurité du fait de la situation actuelle en termes de sécurité, achèvement du recueil des données requises si les conditions le permettent et finalisation du rapport	Décembre 2025*	Décembre 2027
Zambie ZMB/HFCIND/50/UNEP/PRP/DES/94	0	Achèvement des activités liées à l'étude et finalisation du rapport	Juin 2026	Juin 2027
Zimbabwe ZWE/HFCIND/74/UNEP/PRP/DES/94	49	Achèvement des activités liées à l'étude et finalisation du rapport	Juin 2026	Juin 2027

* La date d'achèvement avait déjà et reportée à juin 2026 (décision 97/12 b) i)).

Intégration des questions de genre[32]

20. Tous les projets du PNUE sont régis par un plan ActionOzone interne et une équipe centrale assistant les équipes régionales du Programme d'aide à la conformité en ce qui concerne la participation et l'autonomisation économique des femmes ; leurs objectifs sont alignés avec la politique du Fonds multilatéral dans ce domaine. L'équipe de l'initiative ActionOzone du PNUE travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et autres parties prenantes pertinentes pour veiller à ce que les considérations liées à la participation et à la représentation des femmes soient véritablement intégrées à la conception et à la mise en œuvre des projets. Le PNUE a analysé 33 phases I de KIP soumises entre 2023 et 2026 pour lesquelles il agissait en tant qu'agence d'exécution principale. L'étude montre que les 33 projets incluent tous des activités et des indicateurs promouvant la participation et la représentation des femmes ; 20 disposent de budgets dédiés aux activités qui s'y rapportent ; 24 incitent les femmes à participer aux programmes de formation dédiés à la réfrigération et à la climatisation ; 16 incitent les femmes à participer aux formations dispensées dans le domaine des douanes et de l'application de la loi ; 26 recueillent des données ventilées par sexe ; et 12 mobilisent des organisations œuvrant pour les femmes ou des spécialistes du sujet. Le PNUE travaille également en étroite collaboration avec les gouvernements à la mise en place d'ajustements spécifiques ou à l'actualisation des activités des projets pour renforcer la mise en œuvre effective de politiques pertinentes au niveau national.

Gestion du risque

21. Le PNUE a adopté un cadre de surveillance systématique du risque avec ses partenaires de mise en œuvre, en réponse à la recommandation du Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies (A/80/5/addendum 7, paragraphe 70) et aux questions recensées durant la mise en œuvre des projets dans différents pays et régions. Des contrôles automatisés du type « signal d'alarme » se déclenchent en cas de retard de soumission de rapports d'audit ou de rapports financiers, de non-respect de clauses juridiques, d'écarts budgétaires défavorables, de dépenses inéligibles non régularisées ou de constatations défavorables lors d'audits, et sont appliqués rapidement durant les partenariats. Pour veiller à ce que les retards observés dans la mise en œuvre des projets soient correctement traités, le PNUE assure un suivi

[32] Le Comité exécutif a chargé les agences bilatérales et d'exécution, à compter de 2023, de fournir un bref rapport sur les principaux résultats atteints en matière d'intégration des questions relatives à l'égalité des sexes dans le cadre de leurs rapports périodiques annuels, en se fondant sur les informations à leur disposition (décision 90/48 d)).

régulier avec les unités nationales de l'ozone, ajuste les plans de travail et les délais, réalise des missions auprès des équipes de direction pour garantir une forte implication des gouvernements, facilite les réunions de coordination avec les parties prenantes et élabore des feuilles de route pour la mise en œuvre. Lorsque cela s'avère nécessaire, un soutien est recherché auprès des cadres dirigeants pour garantir l'implication des plus hautes sphères des gouvernements.

Recommandation

22. Le Comité exécutif pourrait souhaiter :

a) Prendre note du rapport périodique du PNUE au 31 décembre 2025 figurant dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/99/16 ; et

b) Approuver la prorogation des dates d'achèvement de la préparation d'un inventaire national des banques de déchets de substances réglementées et de l'élaboration d'un plan national pour la gestion de ces substances (décision 91/66) pour les pays énumérés ci-dessous afin d'achever les activités encore en cours, comme indiqué dans le tableau 6 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/99/16 :

i) Jusqu'à décembre 2026 :

a. Kirghizistan (KGZ/HFCIND/54/UNEP/PRP/DES/94) ;

b. Malawi (MWI/HFCIND/61/UNEP/PRP/DES/94) ;

c. Nigéria (NGA/HFCIND/171/UNEP/PRP/DES/94) ;

d. Sierra Leone (SLE/HFCIND/53/UNEP/PRP/DES/94) ;

ii) Jusqu'à juin 2027 :

a. Bahamas (BHS/HFCIND/38/UNEP/PRP/DES/95) ;

b. Érythrée (ERI/HFCIND/31/UNEP/PRP/DES/94) ;

c. Eswatini (SWZ/HFCIND/43/UNEP/PRP/DES/95) ;

d. Gambie (GMB/HFCIND/55/UNEP/PRP/DES/95) ;

e. République démocratique populaire lao (LAO/HFCIND/47/UNEP/PRP/DES/94) ;

f. Lesotho (LSO/HFCIND/37/UNEP/PRP/DES/94) ;

g. Ouganda (UGA/HFCIND/42/UNEP/PRP/DES/95) ;

h. Zambie (ZMB/HFCIND/50/UNEP/PRP/DES/94)

i. Zimbabwe (ZWE/HFCIND/74/UNEP/PRP/DES/94) ;

iii) Jusqu'à décembre 2027 :

a. Bhoutan (BTN/HFCIND/37/UNEP/PRP/DES/95) ;

b. Brunéi Darussalam (BRN/HFCIND/35/UNEP/PRP/DES/95) ;

c. Îles Cook (COK/HFCIND/23/UNEP/PRP/DES/95) ;

d. Fidji (FJI/HFCIND/47/UNEP/PRP/DES/95) ;

e. Kiribati (KIR/HFCIND/23/UNEP/PRP/DES/95) ;

f. Maldives (MDV/HFCIND/43/UNEP/PRP/DES/95) ;

g. Îles Marshall (MHL/HFCIND/23/UNEP/PRP/DES/95) ;

h. Micronésie (États fédérés de) (FSM/HFCIND/22/UNEP/PRP/DES/95) ;

i. Mongolie (MNG/HFCIND/43/UNEP/PRP/DES/95) ;

j. Nauru (NRU/HFCIND/19/UNEP/PRP/DES/95) ;

k. Népal (NPL/HFCIND/50/UNEP/PRP/DES/95) ;

l. Nioué (NIU/HFCIND/22/UNEP/PRP/DES/95) ;

m. Palaos (PLW/HFCIND/24/UNEP/PRP/DES/95) ;

n. Samoa (WSM/HFCIND/32/UNEP/PRP/DES/95) ;

o. Îles Salomon (SLB/HFCIND/25/UNEP/PRP/DES/95) ;

p. Sri Lanka (LKA/HFCIND/70/UNEP/PRP/DES/95) ;

q. Timor-Leste (TLS/HFCIND/32/UNEP/PRP/DES/95) ;

r. Tonga (TON/HFCIND/24/UNEP/PRP/DES/95) ;

s. Tuvalu (TUV/HFCIND/23/UNEP/PRP/DES/95) ;

t. Vanuatu (VUT/HFCIND/23/UNEP/PRP/DES/95) ;

u. Yémen (YEM/HFCIND/49/UNEP/PRP/DES/93) ;

v. Région Asie et Pacifique (ASP/HFCIND/72/UNEP/PRP/DES/95) ; et

c) Approuver également les recommandations relatives aux projets en cours pour lesquels des questions ont été soulevées et figurant dans l'annexe III du présent document.

Annexe I

APERÇU DE L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS DU PNUE, PAYS PAR PAYS, POUR 2025

1. Le tableau 1 de l'annexe I présente l'état d'avancement de la mise en œuvre des projets par pays pour 2025, en termes d'élimination réalisée, de décaissements prévus et effectués et d'achèvement des projets.

Tableau 1. État d'avancement de la mise en œuvre des projets par le PNUE en 2025

Pays	Élimination en 2025 (tonnes PAO)	Élimination en 2025 (tonnes éq. CO_2)	Estimation des fonds décaissés en 2025 ($US)	Fonds décaissés en 2025 ($US)	Pourcentage des fonds décaissés au-delà des estimations en 2025	Pourcentage des projets prévus achevés en 2025**
Albanie	0,6	0	37 980	100 283	264	100
Algérie	0,0	0	142 236	90 000	63	
Angola	0,0	0	19 912	126 852	637	100
Antigua-et-Barbuda	0,0	0	48 927	33 944	69	
Arménie	0,0	0	44 287	29	0	0
Bahamas	0,0	0	83 400	57 049	68	
Bahreïn	2,0	0	53 042	158 008	298	
Bangladesh	0,0	0	249 909	170 061	68	0
Barbade	0,0	0	106 940	16 502	15	
Belize	0,0	0	127 212	64 060	50	100
Bénin	0,0	0	74 458	64 827	87	0
Bhoutan	0,0	0	115 801	88 037	76	100
Bolivie (État plurinational de)	0,0	0	89 242	28 080	31	
Botswana	0,0	0	36 570	9 611	26	
Brunéi Darussalam	0,0	0	142 492	104 330	73	100
Burkina Faso	0,0	0	49 607	148 429	299	0
Burundi	0,0	0	86 150	74 390	86	
Cabo Verde	0,0	0	185 768	130 484	70	100
Cambodge	4,9	0	180 388	271 822	151	100
Cameroun	0,0	0	92 426	92 450	100	
République centrafricaine	0,0	0	18 000	72 000	400	
Tchad	0,0	0	66 600	201 245	302	
Chili	0,0	0	117 325	74 120	63	
Chine	0,0	0	1 857 230	1 783 754	96	100
Comores	0,0	0	131 003	3 179	2	
Congo	0,0	0	89 101	19 863	22	
Îles Cook	0,0	0	249 142	87 053	35	0
Costa Rica	0,0	0	21 485	1 515	7	
Côte d'Ivoire	0,0	0	291 328	256 193	88	
République démocratique du Congo	0,0	0	97 356	105 157	108	
Djibouti	0,0	0	86 670	141 715	164	100
Dominique	0,0	0	53 645	34 257	64	
République dominicaine	0,0	0	151 120	143 391	95	
Égypte	0,0	0	56 000	164 738	294	
El Salvador	0,0	0	53 741	37 613	70	100
Guinée équatoriale	0,0	0	79 340	62 400	79	
Érythrée	0,0	0	63 242	213 125	337	100
Eswatini	0,0	0	101 275	122 825	121	

Pays	Élimination en 2025 (tonnes PAO)	Élimination en 2025 (tonnes éq. CO_2)	Estimation des fonds décaissés en 2025 ($US)	Fonds décaissés en 2025 ($US)	Pourcentage des fonds décaissés au-delà des estimations en 2025	Pourcentage des projets prévus achevés en 2025**
Éthiopie	0,0	0	23 386	46 486	199	100
Fidji	0,0	0	139 586	116 049	83	33
Gabon	0,0	0	122 327	181 225	148	
Gambie	0,0	0	99 288	200 265	202	
Géorgie	0,0	0	20 500	82 000	400	100
Ghana	0,0	0	29 932	0	0	
Grenade	0,0	0	172 375	167 486	97	
Guatemala	0,0	0	155 820	51 767	33	100
Guinée	0,0	0	51 300	122 042	238	100
Guinée-Bissau	0,0	0	122 423	210 666	172	100
Guyana	0,1	0	83 875	53 948	64	
Honduras	0,0	0	71 253	48 694	68	100
Inde	0,0	0	536 672	345 133	64	
Iran (République islamique d')	0,0	0	159 300	90 956	57	0
Iraq	0,0	0	217 476	120 008	55	
Jamaïque	0,0	0	36 545	31 437	86	
Kenya	0,0	0	93 475	196 773	211	0
Kiribati	0,0	0	263 592	31 806	12	0
Koweït	0,0	0	556 899	27 085	5	
Kirghizistan	0,0	0	114 761	242 769	212	100
République démocratique populaire lao	0,0	0	119 996	141 958	118	100
Lesotho	0,0	0	44 400	143 978	324	
Libéria	0,0	0	68 580	123 003	179	100
Madagascar	3,4	0	80 825	171 095	212	100
Malawi	2,0	48 165	62 802	291 242	464	
Maldives	0,0	0	138 597	106 931	77	100
Mali	0,0	0	81 480	219 996	270	100
Îles Marshall	0,0	0	110 710	27 711	25	50
Mauritanie	0,0	0	31 750	13 750	43	
Maurice	0,0	0	45 000	0	0	
Mexique	0,0	0	56 949	87 724	154	
Micronésie (États fédérés de)	0,0	0	236 884	59 294	25	0
Mongolie	0,0	0	148 679	144 597	97	50
Maroc	0,0	0	103 335	0	0	
Mozambique	0,0	0	128 534	152 762	119	
Myanmar	0,0	0	45 000	0	0	0
Namibie	0,0	0	68 425	68 425	100	100
Nauru	0,0	0	151 660	5 766	4	0
Népal	0,0	0	123 057	12 681	10	100
Nicaragua	0,0	0	185 932	94 458	51	
Niger	1,7	0	73 500	48 199	66	100
Nigéria	0,0	0	38 080	40 400	106	
Nioué	0,0	0	68 475	34 574	50	0
Oman	0,0	0	78 829	163 207	207	
Pakistan	0,0	0	295 048	148 700	50	
Palaos	0,0	0	218 775	75 250	34	0
Paraguay	0,0	0	114 870	133 845	117	
Pérou	2,2	0	138 018	116 356	84	
Philippines	0,0	0	99 243	155 439	157	

Pays	Élimination en 2025 (tonnes PAO)	Élimination en 2025 (tonnes éq. CO_2)	Estimation des fonds décaissés en 2025 ($US)	Fonds décaissés en 2025 ($US)	Pourcentage des fonds décaissés au-delà des estimations en 2025	Pourcentage des projets prévus achevés en 2025**
Qatar	0,0	0	95 079	73 187	77	
République de Moldova	0,0	0	77 280	167 991	217	50
Rwanda	0,0	0	49 040	90 916	185	
Saint-Kitts-et-Nevis	0,0	0	25 500	14 372	56	
Sainte-Lucie	0,0	0	160 000	19 554	12	
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,0	0	149 754	40 069	27	100
Samoa	0,0	0	202 514	55 568	27	0
Sao Tomé-et-Principe	0,0	0	137 086	10 005	7	
Arabie saoudite	0,0	0	535 786	148 047	28	
Sénégal	0,0	0	217 289	266 384	123	0
Serbie	0,0	0	32 572	20 642	63	0
Seychelles	0,0	0	34 209	16 488	48	
Sierra Leone	0,1	0	126 609	75 804	60	
Îles Salomon	0,0	0	287 567	120 792	42	0
Somalie	0,0	0	79 950	105 209	132	
Soudan du Sud	0,0	0	50 000	110 310	221	100
Sri Lanka	0,0	0	107 781	48 780	45	100
Suriname	0,0	0	135 391	68 710	51	100
République arabe syrienne	0,0	0	310 659	29 939	10	0
Timor-Leste	0,0	0	108 121	38 547	36	0
Togo	0,0	0	89 460	296 404	331	
Tonga	0,0	0	196 734	115 817	59	0
Tunisie	2,8	0	37 500	100 000	267	100
Tuvalu	0,0	0	123 680	78 347	63	0
Ouganda	0,0	0	43 000	0	0	
République-Unie de Tanzanie	0,0	0	46 210	119 704	259	50
Vanuatu	0,0	0	249 372	78 797	32	0
Viet Nam	0,0	0	171 632	48 472	28	100
Yémen	0,0	0	137 006	115 022	84	
Zambie	0,0	0	97 350	3 203	3	100
Zimbabwe	0,0	0	131 770	210 714	160	
Région Asie et Pacifique	0,0	0	402 457	95 352	24	
Monde	0,0	0	10 805 809	9 922 172	92	50
Total général	**19,8**	**48 165**	**27 232 735**	**23 206 647**	**85**	**59**

* 28,2 tm (48 165 tonnes d'éq. CO_2) en 2025 pour les projets liés aux HFC.

** Pour les projets dont l'achèvement était prévu en 2025.

Annexe II

APERÇU DE L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS DU PNUE, PAR ANNÉE AU 31 DÉCEMBRE 2025

1. Le tableau 1 de l'annexe II présente un récapitulatif de l'état d'avancement de la mise en œuvre des projets par année[1]. Tous les projets et activités approuvés entre 1991 et 2017 sont maintenant achevés.

Tableau 1. État d'avancement de la mise en œuvre des projets par année*

Année	Nombre de projets			Financement ($US)**			
	Approuvés	Achevés	% d'achèvement	Approuvé	Décaissé	Solde	% de décaissement
1991	11	11	100	1 372 335	1 372 335	0	100
1992	15	15	100	1 711 000	1 711 000	0	100
1993	49	49	100	4 194 343	4 194 343	0	100
1994	58	58	100	4 231 169	4 231 169	0	100
1995	50	50	100	4 047 683	4 047 683	0	100
1996	47	47	100	3 345 039	3 345 039	0	100
1997	87	87	100	7 962 291	7 962 291	0	100
1998	64	64	100	4 669 124	4 669 124	0	100
1999	87	87	100	6 368 983	6 368 983	0	100
2000	85	85	100	6 300 398	6 300 398	0	100
2001	59	59	100	7 411 159	7 411 159	0	100
2002	72	72	100	9 469 401	9 469 401	0	100
2003	78	78	100	11 165 394	11 165 394	0	100
2004	99	99	100	12 362 652	12 362 652	0	100
2005	72	72	100	12 339 483	12 339 483	0	100
2006	108	108	100	12 731 484	12 731 484	0	100
2007	79	79	100	14 611 111	14 611 111	0	100
2008	132	132	100	17 875 070	17 875 070	0	100
2009	115	115	100	17 250 876	17 250 876	0	100
2010	79	79	100	14 356 674	14 356 674	0	100
2011	100	100	100	16 782 433	16 782 434	-1	100
2012	80	80	100	16 086 261	16 086 261	0	100
2013	90	90	100	14 152 112	14 152 112	-1	100
2014	74	74	100	12 328 954	12 328 953	1	100
2015	180	180	100	21 169 099	21 169 098	1	100
2016	95	95	100	19 552 807	19 552 805	2	100
2017	88	88	100	15 532 086	15 532 085	1	100
2018	173	172	99	23 738 631	23 651 458	87 173	100
2019	110	107	97	14 871 180	14 784 683	86 496	99
2020	130	107	82	15 165 976	13 179 022	1 986 954	87
2021	126	109	87	21 847 003	20 770 089	1 076 914	95
2022	101	75	74	22 864 789	19 382 170	3 482 619	85
2023	125	36	29	27 139 094	17 048 683	10 090 412	63
2024	213	6	3	42 833 659	13 954 105	28 879 554	33
2025	102	0	0	24 047 446	246 316	23 801 130	1
Total	**3 233**	**2 765**	**86**	**481 887 196**	**412 395 943**	**69 491 253**	**86**

* Projets clôturés et transférés non compris.
** Hors coûts d'appui d'agence.

[1] Les données sont présentées en fonction de l'année d'approbation du projet par le Comité exécutif. Toutes les approbations (qu'elles concernent un projet d'investissement ou un projet ne portant pas sur des investissements) sont traitées de la même manière (autrement dit, un projet d'investissement ou une tranche de financement d'un accord pluriannuel d'1 million de $US compte pour un projet, au même titre que la préparation du programme d'un pays de 30 000 $US). Les principaux indicateurs tirés de la synthèse annuelle sont : le pourcentage de projets achevés, les tonnes PAO/tonnes d'équivalent CO_2 éliminées et le pourcentage des sommes décaissées. Il existe trois types de décaissements : durant la mise en œuvre, après la mise en œuvre et pour les projets financés de manière rétroactive.

Annexe III

PROJETS EN COURS FIGURANT DANS LE RAPPORT PÉRIODIQUE DU PNUE ET COMPORTANT DES QUESTIONS EN SUSPENS

Pays	Code du projet	Intitulé du projet	Décaissement (%)	État/Problèmes	Recommandation
Algérie	DZA/HPMP2/88/UNEP/TAS/SRV/95	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase II, première tranche)	0	Lenteur de mise en œuvre	Demander au PNUE de soumettre à la 100e réunion un rapport de situation sur l'état d'avancement de la mise en œuvre et les niveaux de décaissement
Bolivie (État plurinational de)	BOL/HPMP2/56/UNEP/TAS/SRV/93	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase II, deuxième tranche)	0	Retard de 18 mois	Demander au PNUE de faire rapport à la 100e réunion sur ce projet accusant des retards de mise en œuvre
Bolivie (État plurinational de)	BOL/HPMP2/61/UNEP/TAS/SRVEE/93	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase II) (activités supplémentaires visant à maintenir l'efficacité énergétique dans le secteur de l'entretien des équipements de réfrigération (décision 89/6))	0	Retard de 18 mois	Demander au PNUE de faire rapport à la 100e réunion sur ce projet accusant des retards de mise en œuvre
Comores	COM/HPMP2/37/UNEP/TAS/SRV/94	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase II, première tranche)	0	Retard de 18 mois	Demander au PNUE de faire rapport à la 100e réunion sur ce projet accusant des retards de mise en œuvre
République démocratique du Congo	COD/HCFCIND/52/UNEP/TAS/VER/92	Rapport de vérification sur la mise en œuvre de la phase II du plan de gestion de l'élimination des HCFC	0	Retard de 18 mois	Demander au PNUE de faire rapport à la 100e réunion sur ce projet accusant des retards de mise en œuvre
Eswatini	SWZ/HPMP2/39/UNEP/TAS/SRV/94	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase II, deuxième tranche)	0	Retard de 18 mois	Demander au PNUE de faire rapport à la 100e réunion sur ce projet accusant des retards de mise en œuvre
Eswatini	SWZ/HPMP2/41/UNEP/TAS/SRVEE/94	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase II) (activités supplémentaires visant à maintenir l'efficacité énergétique dans le secteur de l'entretien des équipements de réfrigération (décision 89/6))	0	Retard de 18 mois	Demander au PNUE de faire rapport à la 100e réunion sur ce projet accusant des retards de mise en œuvre

Pays	Code du projet	Intitulé du projet	Décaissement (%)	État/Problèmes	Recommandation
Guinée équatoriale	GNQ/HCFCIND/17/UNEP/PRP/SRV/84	Préparation d'un plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase II)	15	Lenteur de mise en œuvre	Demander au PNUE de présenter à la 100e réunion un rapport de situation sur la soumission de la phase II du PGEH
Ghana	GHA/KIP1/59/UNEP/TAS/SRV/93	Plan de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali relatif aux HFC (phase I, première tranche)	0	Retard de 18 mois	Demander au PNUE de faire rapport à la 100e réunion sur ce projet accusant des retards de mise en œuvre
Ghana	GHA/KIP1/60/UNEP/TAS/SRV/93	Plan de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali relatif aux HFC (phase I, première tranche)	0	Retard de 18 mois	Demander au PNUE de faire rapport à la 100e réunion sur ce projet accusant des retards de mise en œuvre
Guatemala	GTM/HPMP2/64/UNEP/TAS/SRV/93	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase II, deuxième tranche)	0	Retard de 18 mois	Demander au PNUE de faire rapport à la 100e réunion sur ce projet accusant des retards de mise en œuvre
Honduras	HND/KIP1/65/UNEP/TAS/SRV/94	Plan de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali relatif aux HFC (phase I, première tranche)	0	Retard de 18 mois	Demander au PNUE de faire rapport à la 100e réunion sur ce projet accusant des retards de mise en œuvre
Iran (République islamique d')	IRN/HPMP2/232/UNEP/TAS/SRV/84	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase II, deuxième tranche) (secteur de l'entretien des équipements de réfrigération)	96	Retard de 12 mois	Demander au PNUE de faire rapport à la 100e réunion sur ce projet accusant des retards de mise en œuvre
Iran (République islamique d')	IRN/HPMP2/246/UNEP/TAS/SRV/86	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase II, troisième tranche) (secteur de l'entretien des équipements de réfrigération)	85	Retard de 12 mois	Demander au PNUE de faire rapport à la 100e réunion sur ce projet accusant des retards de mise en œuvre
Iran (République islamique d')	IRN/HPMP2/272/UNEP/TAS/SRV/94	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase II, cinquième tranche) (secteur de l'entretien des équipements de réfrigération)	0	Retards de 12 et 18 mois	Demander au PNUE de faire rapport à la 100e réunion sur ce projet accusant des retards de mise en œuvre
Iran (République islamique d')	IRN/HPMP3/275/UNEP/TAS/SRV/96	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase III, première tranche)	0	Lenteur de mise en œuvre	Demander au PNUE de soumettre à la 100e réunion un rapport de situation sur l'état d'avancement de la mise en

Pays	Code du projet	Intitulé du projet	Décaissement (%)	État/Problèmes	Recommandation
					œuvre et les niveaux de décaissement
Koweït	KWT/HPMP2/42/UNEP/TAS/SRV/88	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase II, première tranche)	47	Retard de 12 mois	Demander au PNUE de faire rapport à la 100e réunion sur ce projet accusant des retards de mise en œuvre
Mexique	MEX/KIP1/219/UNEP/TAS/PMU/93	Plan de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali relatif aux HFC (phase I, première tranche) (Unité de gestion du projet)	0	Retard de 18 mois	Demander au PNUE de faire rapport à la 100e réunion sur ce projet accusant des retards de mise en œuvre
Mongolie	MNG/HPMP2/42/UNEP/TAS/SRVEE/93	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase II) (activités supplémentaires visant à maintenir l'efficacité énergétique dans le secteur de l'entretien des équipements de réfrigération (décision 89/6))	0	Retard de 18 mois	Demander au PNUE de faire rapport à la 100e réunion sur ce projet accusant des retards de mise en œuvre
Mozambique	MOZ/KIP1/47/UNEP/TAS/SRV/94	Plan de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali relatif aux HFC (phase I, première tranche)	0	Retard de 18 mois	Demander au PNUE de faire rapport à la 100e réunion sur ce projet accusant des retards de mise en œuvre
Myanmar	MMR/GOV/23/UNEP/INS/NOU/84	Prorogation du projet de renforcement des institutions (phase V : 07/2020-06/2022)	47	Lenteur de mise en œuvre	Demander au PNUE de soumettre à la 100e réunion un rapport de situation sur l'état d'avancement de la mise en œuvre et les niveaux de décaissement
Nauru	NRU/GOV/16/UNEP/INS/NOU/86	Prorogation du projet de renforcement des institutions (phase VI : 01/2021-12/2022)	7	Lenteur de mise en œuvre	Demander au PNUE de soumettre à la 100e réunion un rapport de situation sur l'état d'avancement de la mise en œuvre et les niveaux de décaissement
Nauru	NRU/HPMP2/15/UNEP/TAS/SRV/86	Plan de gestion de l'élimination des HCFC pour les pays insulaires du Pacifique (PIC) par le biais d'une approche régionale (phase II, première tranche)	15	Lenteur de mise en œuvre	Demander au PNUE de soumettre à la 100e réunion un rapport de situation sur l'état d'avancement de la mise en œuvre et les niveaux de décaissement

Pays	Code du projet	Intitulé du projet	Décaissement (%)	État/Problèmes	Recommandation
Nauru	NRU/HFCIND/19/UNEP/PRP/DES/95	Préparation d'un inventaire national des banques de déchets de substances réglementées et élaboration d'un plan national relatif à la gestion de ces substances (décision 91/66)	0	Lenteur de mise en œuvre	Demander au PNUE de soumettre à la 100e réunion un rapport de situation sur l'état d'avancement de la mise en œuvre et les niveaux de décaissement
Nauru	NRU/KIP1/20/UNEP/TAS/SRV/95	Plan de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali relatif aux HFC (phase I, première tranche)	0	Lenteur de mise en œuvre	Demander au PNUE de soumettre à la 100e réunion un rapport de situation sur l'état d'avancement de la mise en œuvre et les niveaux de décaissement
Nauru	NRU/HPMP2/18/UNEP/TAS/SRV/95	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase II, deuxième tranche)	0	Lenteur de mise en œuvre	Demander au PNUE de soumettre à la 100e réunion un rapport de situation sur l'état d'avancement de la mise en œuvre et les niveaux de décaissement
Nauru	NRU/HPMP2/21/UNEP/TAS/SRVEE/95	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase II) : activités supplémentaires visant à maintenir l'efficacité énergétique dans le secteur de l'entretien des équipements de réfrigération (décision 89/6)	0	Lenteur de mise en œuvre	Demander au PNUE de soumettre à la 100e réunion un rapport de situation sur l'état d'avancement de la mise en œuvre et les niveaux de décaissement
Népal	NPL/HPMP2/43/UNEP/TAS/SRV/86	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase II, première tranche)	43	Retard de 12 mois	Demander au PNUE de faire rapport à la 100e réunion sur ce projet accusant des retards de mise en œuvre
Népal	NPL/GOV/49/UNEP/INS/NOU/95	Prorogation du projet de renforcement des institutions (phase XII : 01/2025-12/2027)	0	Lenteur de mise en œuvre	Demander au PNUE de soumettre à la 100e réunion un rapport de situation sur l'état d'avancement de la mise en œuvre et les niveaux de décaissement
Népal	NPL/HPMP2/47/UNEP/TAS/SRV/95	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase II, deuxième tranche)	0	Retard de 12 mois	Demander au PNUE de faire rapport à la 100e réunion sur ce projet accusant des retards de mise en œuvre

Pays	Code du projet	Intitulé du projet	Décaissement (%)	État/Problèmes	Recommandation
Népal	NPL/HFCIND/50/UNEP/PRP/DES/95	Préparation d'un inventaire national des banques de déchets de substances réglementées et élaboration d'un plan national relatif à la gestion de ces substances (décision 91/66)	0	Lenteur de mise en œuvre	Demander au PNUE de soumettre à la 100e réunion un rapport de situation sur l'état d'avancement de la mise en œuvre et les niveaux de décaissement
Niger	NER/KIP1/52/UNEP/TAS/SRV/93	Plan de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali relatif aux HFC (phase I)	0	Retard de 18 mois	Demander au PNUE de faire rapport à la 100e réunion sur ce projet accusant des retards de mise en œuvre
Sainte-Lucie	LCA/HPMP2/41/UNEP/TAS/SRV/94	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase II, deuxième tranche)	0	Retard de 18 mois	Demander au PNUE de faire rapport à la 100e réunion sur ce projet accusant des retards de mise en œuvre
Sainte-Lucie	LCA/KIP1/46/UNEP/TAS/SRV/94	Plan de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali relatif aux HFC (phase I, première tranche)	0	Retard de 18 mois	Demander au PNUE de faire rapport à la 100e réunion sur ce projet accusant des retards de mise en œuvre
Saint-Vincent-et-les Grenadines	VCT/HPMP1/25/UNEP/TAS/SRV/86	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I, troisième tranche)	31	Retard de 12 mois	Demander au PNUE de faire rapport à la 100e réunion sur ce projet accusant des retards de mise en œuvre
Sénégal	SEN/HPMP2/48/UNEP/TAS/SRV/88	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase II, première tranche)	91	Retard de 12 mois	Demander au PNUE de faire rapport à la 100e réunion sur ce projet accusant des retards de mise en œuvre
Sierra Leone	SLE/KIP1/54/UNEP/TAS/SRV/94	Plan de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali relatif aux HFC (phase I, première tranche)	0	Retard de 18 mois	Demander au PNUE de faire rapport à la 100e réunion sur ce projet accusant des retards de mise en œuvre
République arabe syrienne	SYR/HPMP1/107/UNEP/TAS/SRV/86	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I, première tranche)	75	Retard de 12 mois	Demander au PNUE de faire rapport à la 100e réunion sur ce projet accusant des retards de mise en œuvre
Yémen	YEM/GOV/48/UNEP/INS/NOU/93	Prorogation du projet de renforcement des institutions (phase IX : 01/2024-12/2026)	23	Lenteur de mise en œuvre	Demander au PNUE de soumettre à la 100e réunion un rapport de situation sur l'état

Pays	Code du projet	Intitulé du projet	Décaissement (%)	État/Problèmes	Recommandation
					d'avancement de la mise en œuvre
Yémen	YEM/HFCIND/49/UNEP/PRP/DES/93	Préparation d'un inventaire national des banques de déchets de substances réglementées et élaboration d'un plan national relatif à la gestion de ces substances (décision 91/66)	13	Lenteur de mise en œuvre	Demander au PNUE de soumettre à la 100e réunion un rapport de situation sur l'état d'avancement de la mise en œuvre et les niveaux de décaissement
Yémen	YEM/HFCIND/50/UNEP/TAS/ENA/97	Activités de facilitation pour la réduction progressive des HFC	0	Lenteur de mise en œuvre	Demander au PNUE de soumettre à la 100e réunion un rapport de situation sur l'état d'avancement de la mise en œuvre et les niveaux de décaissement
Zambie	ZMB/HPMP2/48/UNEP/TAS/SRV/94	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase II, deuxième tranche)	0	Retard de 18 mois	Demander au PNUE de faire rapport à la 100e réunion sur ce projet accusant des retards de mise en œuvre

NARRATIVE OF UNEP 2025 PROGRESS REPORT

Introduction

As of the end of 2025, UNEP was supporting the implementation of Montreal Protocol-related projects in 120 countries, including 87 low-volume-consuming countries (LVCs). The majority of ongoing projects are implemented through National Ozone Units (NOUs), thereby fostering strong national ownership and ensuring the sustainability of project outcomes. UNEP maintains a balanced portfolio across all major project categories, including IS, HPMPs, KIPs, energy efficiency projects under Decisions 89/6 and 91/65, and the preparation of national inventories of banks of waste-controlled substances under Decision 91/66. Consistent with its comparative advantage, UNEP's support is primarily focused on technical assistance and other non-investment activities, with a significant share of its active portfolio concentrated in LVCs.

I. Project summary since the inception of the Multilateral Fund

I.1 Summary data

From June 1991 through December 2025, the Executive Committee approved a total of 3,233 projects for implementation by UNEP, excluding projects that were subsequently closed or transferred. The cumulative value of approvals amounted to US$ $481,887,196, excluding project support costs (PSCs).

During 2025, the Executive Committee approved 102 new projects for UNEP implementation, including the 2026 Compliance Assistance Programme (CAP) budget. The total value of these approvals reached US$24,047,446, with associated project support costs amounting to US$ 2,272,211.

Items	Cumulative since 1991*
Number of Approvals	3,233
Number of completed	2,765
Total funds approved (US$)	481,887,196
Total funds disbursed (US$)	412,395,942
Total approved phase-out (ODP tonnes)**	1,953.6
Total actual phase-out (ODP tonnes)**	2,761.6
Total approved phase-out (metric tonnes)***	873.4
Total actual phase-out (metric tonnes)***	7.7
Total approved phase-out (CO2-eq tonnes)***	1,826,294
Total actual phase-out (CO2-eq tonnes)***	19,893

*Excluding cancelled and transferred projects.

**Including consumption and production.

***For HFC related projects only (including consumption and production).

I.2 Summary data by cluster

The following table summarizes the quantitative summary of UNEP’s project implementation from the Fund’s inception until the end of the reporting period.

Clusters	Number of projects*	Funding (US$)*

	Approved	completed	% completed	Approved	Disbursed	Balance	% disbursed
Agency Programme	182	180	99	219,020,391	205,677,619	13,342,772	94
CFC Individual	449	449	100	18,859,831	18,859,831	0	100
CFC Phase-out Plans	117	117	100	9,549,588	9,549,588	1	100
Disposal	2	2	100	190,040	190,040	0	100
Energy Efficiency	6	0	0	1,617,200	109,657	1,507,543	7
Government Support	1,063	968	91	100,834,251	86,022,780	14,811,471	85
HCFC Individual	312	278	89	12,780,387	11,705,070	1,075,316	92
HCFC phase-out management plan stage 1	357	345	97	27,708,270	26,507,764	1,200,506	96
HCFC phase-out management plan stage 2	225	80	36	44,754,010	22,344,233	22,409,777	50
HCFC phase-out management plan stage 3	16	2	12	4,861,825	837,463	4,024,362	17
HFC Individual	316	220	70	26,753,474	19,552,176	7,201,298	73
Kigali Implementation Plan Stage 1	66	2	3	4,649,415	731,208	3,918,207	16
Other ODS Individual	90	90	100	6,781,350	6,781,350	0	100
Other ODS Sector Plans	32	32	100	3,527,163	3,527,163	0	100
Total	**3,233**	**2,765**	**86**	**481,887,196**	**412,395,942**	**69,491,253**	**86**

* Excluding cancelled and transferred projects

During 2025, the Executive Committee approved 102 new projects for UNEP to implement, including 13 KIP stage I, first tranches, 6 HPMP stage II/III, first tranches, 19 HPMP tranches, ten (10) Additional activities to maintain energy efficiency in the refrigeration servicing sector (decision 89/6) projects, eight (8) new phases of Institutional Strengthening projects and one (1) Emergency assistance for institutional strengthening, 19 Preparation of national inventory of banks of waste-controlled substances (decision 91/66) and the 2026 CAP budget. The following table summarizes the quantitative summary of projects approved for UNEP implementation in 2025.

Sub sector	Project title	Approved projects*	Fund allocated ($ US)*	Project support cost ($ US)*
Agency programme	Compliance Assistance Programme: 2026 budget	1	$ 11,276,970	$ 902,157
HCFC phase out plan	HCFC phase-out management plan (stage I, tranches)	4	$ 362,241	$ 47,091
	HCFC phase-out management plan (stage II, first tranche)	3	$ 649,250	$ 83,153
	HCFC phase-out management plan (stage II, tranches)	14	$ 2,722,962	$323,866
	HCFC phase-out management plan (stage III, first tranche)	3	$ 1,057,932	$ 131,893
	HCFC phase-out management plan (stage III, tranches)	1	$ 116,000	$ 14,612

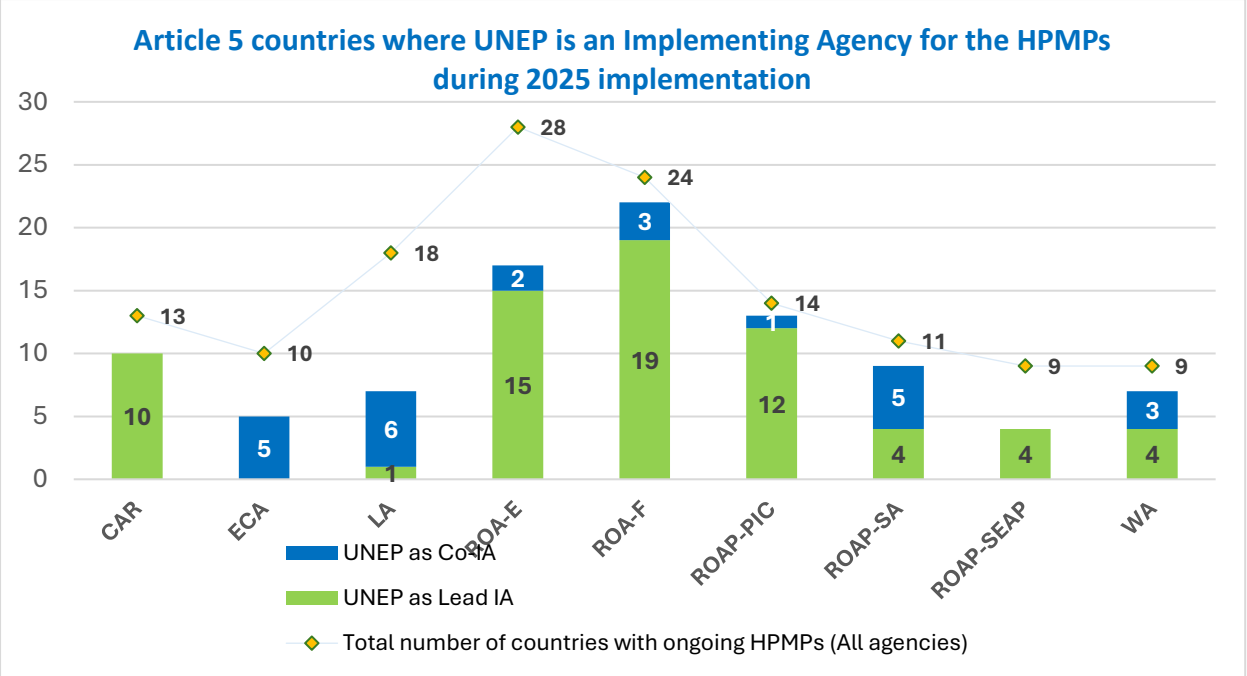
	HCFC phase-out management plan (stage II): Additional activities to maintain energy efficiency in the refrigeration servicing sector (decision 89/6)	10	$ 1,100,000	$ 140,240
HCFC individual	Verification report on the implementation of stage II of the HCFC phase-out management plan	8	$ 240,000	$ 31,200
	Preparation of an HCFC phase-out management plan (new stage)	5	$ 225,000	$ 29,250
Ozone unit support	Institutional Strengthening projects	9	$ 1,692,377	$ -
Preparation of project proposal	Preparation of national inventory of banks of waste controlled substances and development of a national plan for management of these substances (decision 91/66)	19	$ 1,527,000	$ 198,510
HFC Individual	Verification on the implementation of stage I of the Kigali HFC implementation plan	2	$ 60,000	$ 7,800
	Pilot project to maintain and/or enhance the energy efficiency of replacement technologies and equipment in the context of HFC phase-down (non-investment activities) (decision 91/65)	3	$ 503,000	$ 65,390
	Preparation of a Kigali HFC implementation plan (stage I)	2	$ 180,000	$ 23,400
Kigali Implementation Plan Stage 1	Kigali HFC implementation plan (stage I, first tranche)	13	$ 1,069,114	$ 138,985
	Kigali HFC implementation plan (stage I, first tranche) (PMU)	1	$ 37,400	$ 4,862
	Kigali HFC implementation plan (stage I, second tranche)	1	$ 35,000	$ 4,550
Technical assistance/ support	Enabling activities for HFC phase-down	2	$ 400,000	$ 28,000
	Twinning of national ozone officers and national energy-efficiency policymakers to support Kigali Amendment (phase II)	1	$ 793,200	$ 97,252
Total		**102**	**$ 24,047,446**	**$ 2,272,211**

* Excluding cancelled and transferred projects

II. Project progress in the reporting year

II.1 Activities related to HCFC phase-out

During 2025, UNEP served as an implementing agency for 94 Article 5 countries under HCFC Phase-out Management Plans (HPMPs), supporting the implementation of a total of 153 approved tranches. Of these, UNEP acted as the Lead Agency in 69 countries and as the Cooperating Agency in 25 countries. This extensive engagement underscores UNEP's central role in supporting HCFC phase-out efforts, particularly through the delivery of technical assistance, policy support, capacity-building activities, and compliance-related interventions. The regional distribution of the 94 Article 5 countries receiving UNEP support is presented in the figure below:



HCFC phase-out projects by type and implementation status:

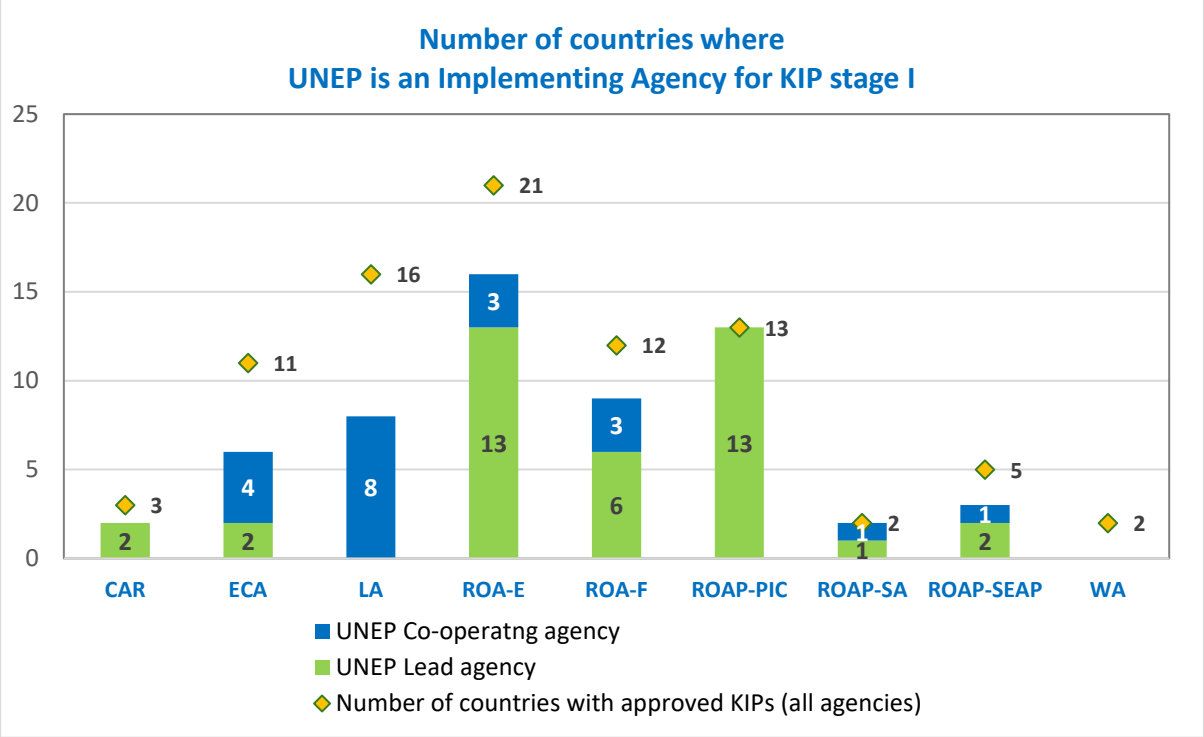
HCFC phase-out projects	Approved in 2025	Under implementation as of the end of 2025	Completed in 2025	Financially completed in 2025
HPMP tranches (exc. Additional activities for EE under decision 89/6)	*25*	*129*	*4*	*20*
Verification report on the implementation of the HPMP	*8*	*22*	*-*	*11*
Preparation of an HPMP stage II/III	*5*	*10*	*-*	*6*

Countries continued to phase-out HCFCs, achieving the 67.5% reduction target in 2025. Through the HPMP projects, countries strengthened regulatory systems, conducted extensive national capacity-building activities for enforcement and RAC servicing technicians, updated training materials, improved stakeholder coordination, enhanced awareness efforts, and progressed towards the full HCFC phase-out. In the reporting period, 7 (seven) countries had a new stage of their HPMP approved, UNEP is a lead agency of the three (3) countries and cooperating agency for the remaining four (4).

II.2 Activities related to HFC phase-down

As of December 2025, a total 64 KIP Preparation projects were approved for UNEP, including one regional project for 12 Pacific Island Countries, and 42 of them have been completed. In 2025, UNEP submitted 13 KIP stage I project proposals to the 96th and 97th ExComs. In addition, one KIP stage I proposal for Group-2 country was submitted, which was deferred to future meetings. With this, during 2025 implementation period, UNEP was an implementing agency of 58 Article 5 countries for their KIP stage I projects, out of which UNEP was the Lead Agency for 39 countries and the Cooperating Agency for 19 countries. Where UNEP is

as the Lead Agency, 36 of the countries are LVCs or funded as LVC under KIP and 3 are non-LVCs. The following graph shows the regional distribution of these projects:



HFC phase-down projects by type and implementation status:

HFC phase-down projects	Approved in 2025	Under implementation as of the end of 2025	Completed in 2025	Financially completed in 2025
KIP stage I, tranches	*13*	*57*	-	*2*
Verification report on the implementation of stage I of the KIP	*2*	*2*	-	-
Preparation of a KIP stage I	*2*	*22*	*1*	*16*
Enabling Activities for HFC phase-down	*2*	*3*	-	-

Preparation of Kigali Implementation Plans (KIP) Stage I: Countries strengthened their preparedness for the HFC phase-down through enhanced awareness and understanding of HFC licensing and quota systems, supported by stakeholder consultations and national workshops. UNEP worked closely with national counterparts to validate and refine survey findings, assess policy and regulatory gaps, identify training and capacity-building requirements, and evaluate the market penetration and availability of low-global-warming-potential alternatives. Despite delays in some countries resulting from data availability challenges and slower-than-anticipated recruitment processes, most projects advanced satisfactorily during the reporting period. Several KIP Stage I project proposals were finalized and submitted, or prepared for submission, to upcoming meetings of the Executive Committee.

KIP Stage I implementation: Countries continued to advance the implementation of Stage I of their KIPs by operationalizing and strengthening HFC licensing and quota systems in support of national HFC phase-down obligations. Key activities included the delivery of

training programmes on good servicing practices for refrigeration and air-conditioning (RAC) technicians, with a particular emphasis on the safe handling, installation and servicing of zero- and low-global-warming-potential alternatives, including flammable refrigerants. Countries also updated technical and training materials, developed and strengthened safety standards and guidelines, enhanced inter-institutional and stakeholder coordination mechanisms, and expanded public awareness and outreach activities. Gender considerations were systematically integrated across implementation activities to promote inclusive participation and capacity development.

Despite overall satisfactory progress, implementation was affected by several common challenges, including lengthy administrative procedures related to the approval and signing of Small-Scale Funding Agreements (SSFAs), regulatory gaps requiring the adoption or revision of decrees, standards and supporting legislation, inconsistencies in HFC data collection and reporting systems, and limited technical capacity in specialized RAC subsectors. Countries continued to address these challenges through targeted policy support, capacity-building interventions and strengthened stakeholder engagement, laying the foundation for sustained compliance with Kigali Amendment commitments.

II.3 Activities related to energy efficiency

Energy efficiency projects by type and implementation status:

Energy efficiency projects	Approved in 2025	Under implementation as of the end of 2025	Completed in 2025	Financially completed in 2025
Additional activities to be included under the HPMPs for low-volume-consuming countries to maintain energy efficiency for the servicing sector (decision 89/6(b))	*10*	*47*	*3*	*2*
Pilot projects for energy efficiency (decision 91/65)	*3*	*5*	-	-

As of December 2025, UNEP was implementing 48 projects approved under the Additional activities to maintain energy efficiency in the refrigeration servicing sector for LVCs (decision 89/6(b)), including one regional project for the Pacific Island Countries and one project that has since been completed. Overall, 66 of the 96 eligible countries have secured funding approvals for these activities.

Implementation progressed steadily during the reporting period, with countries strengthening inter-institutional coordination and advancing a broad range of technical and policy measures to support improved energy efficiency in RAC sector. Key achievements included the development of awareness-raising materials, consumer behavior assessments, extensive stakeholder consultations, the engagement of national and international experts, and the integration of energy-efficiency considerations into RAC servicing training programmes. Countries also delivered a range of capacity-building activities, including training workshops on minimum energy performance standards (MEPS), energy-labelling schemes, and the introduction and promotion of energy-efficient, low-global-warming-potential (GWP) technologies.

Most projects focused on the development, strengthening or implementation of MEPS and energy-labelling frameworks for residential refrigeration and air-conditioning equipment. Progress in these areas typically requires comprehensive technical assessments, market and regulatory analyses, stakeholder consultations, standards development, and the adoption or revision of supporting policy and regulatory frameworks. Consequently, implementation timelines have often been influenced by the complexity of these processes.

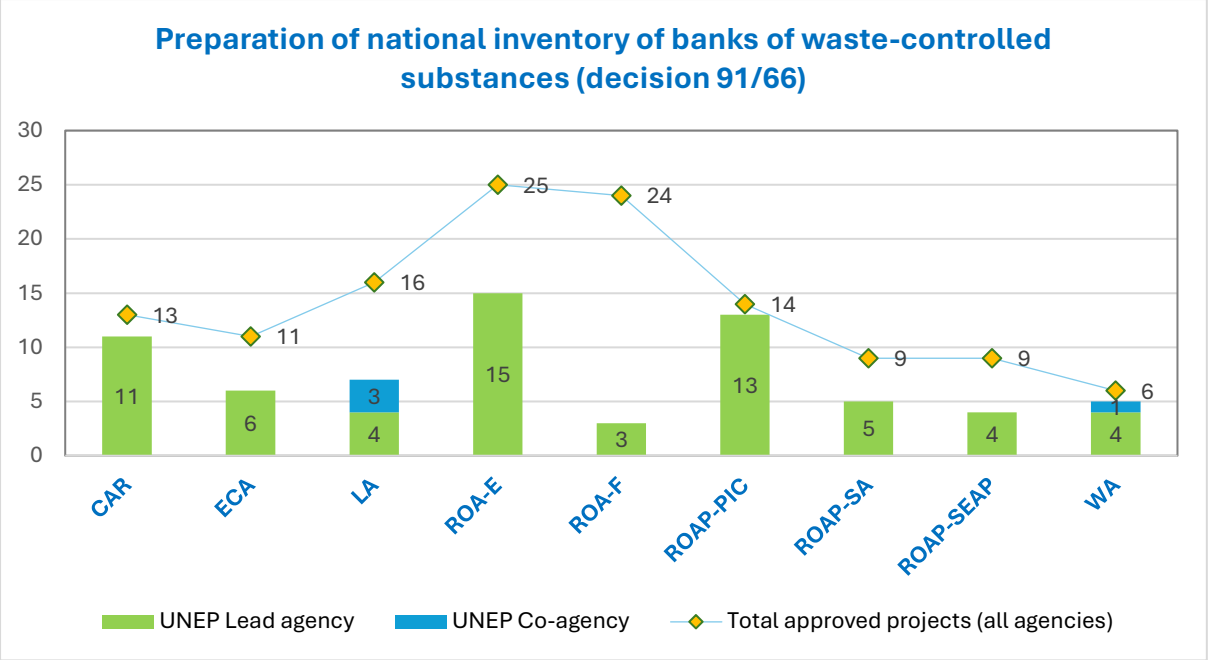
Challenges remain, particularly in LVC countries that rely exclusively on imported RAC equipment. In many cases, limited institutional capacity and shortages of specialized technical expertise in energy-efficiency policy and standards development have constrained implementation. As a result, countries have frequently depended on international technical assistance to undertake specialized analyses and support the development of MEPS and energy-labelling frameworks. Notwithstanding these challenges, the projects have continued to strengthen national capacities and establish the policy and institutional foundations necessary to enhance energy efficiency in the RAC sector while supporting climate and ozone protection objectives.

II.4 Activities related to national inventories of banks of waste-controlled substances

As of December 2025, a total of 71 Preparation of national inventory of banks of waste-controlled substances (decision 91/66) projects were approved for UNEP for implementation, as lead implementing agency for 67 and cooperating agency for four (4) projects. UNEP is an implementing agency for 70 countries, which represents 55% of the total number of countries that have this project approved. 19 of these projects were approved in 2025.

Projects related to national inventories of banks of waste-controlled substances	Approved in 2025	Cumulative approved as of December 2025	Under implementation as of the end of 2025	Completed in 2025
Preparation of national inventories of banks of waste-controlled substances (decision 91/66)	*19*	*71**	*69***	*1*

**including one Regional project for Pacific Island Countries*
***one project was closed*



Preparation of national inventories of banks of waste-controlled substances (decision 91/66) presented a number of implementation challenges, reflecting the complex and emerging nature of this area of work. These activities require countries to identify, quantify and assess banks of waste-controlled substances across a range of sectors and stakeholders, while strengthening understanding of refrigerant lifecycle management and the associated policy, regulatory and institutional frameworks needed to support their environmentally sound management.

During implementation, countries encountered a range of technical, institutional and capacity-related challenges. A key constraint was the limited availability of specialized expertise in areas such as refrigerant lifecycle management, inventory development, waste management and destruction technologies. In several cases, recruitment processes had to be repeated due to difficulties in identifying suitably qualified local and/or regional consultants, which affected implementation timelines. The preparation activities also highlighted existing gaps in national regulatory and institutional frameworks related to chemicals management, waste management and refrigerant lifecycle management, as well as challenges associated with the availability, accessibility and quality of relevant data.

Progress reports submitted by countries consistently underscored the need for further technical capacity development, strengthening of policy and regulatory frameworks, and enhanced access to specialized expertise to support the effective and timely completion of these activities. In response, UNEP, through its Compliance Assistance Programme (CAP), organized a series of thematic meetings and knowledge-sharing events during the network meetings on refrigerant lifecycle management. These meetings provided countries with opportunities to exchange experiences and learn from international experts and practitioners on issues such as the transboundary movement of waste-controlled substances, extended producer responsibility (EPR) approaches, mandatory refrigerant recovery schemes, and technologies and business models for the collection, reclamation and destruction of high-global-warming-potential substances.

In light of the implementation challenges identified and the additional time required to complete technical assessments and stakeholder consultations, UNEP requested implementation extensions for 16 projects at the 97th Meeting of the Executive Committee held in December 2025. During the reporting period, UNEP completed one project and is supporting the finalization and submission of the corresponding national inventory and national action plan.

II.5 Activities related to Institutional Strengthening projects

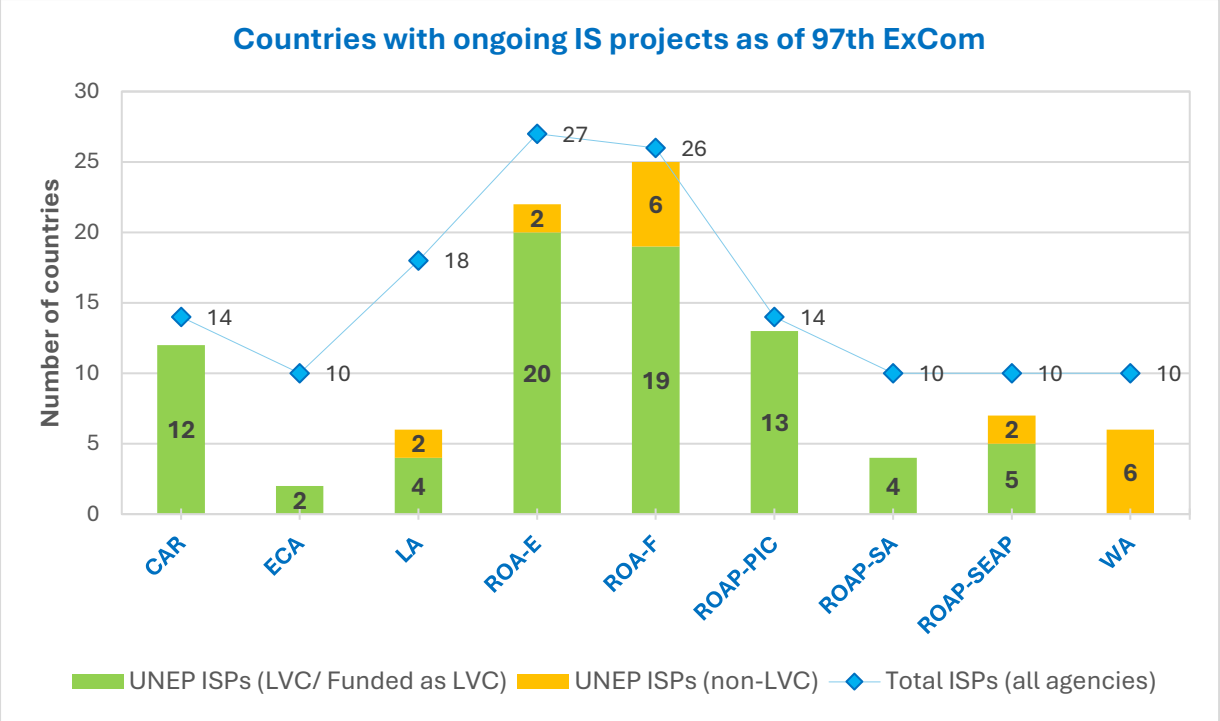
Institutional Strengthening projects continued to serve as the cornerstone of national implementation of the Montreal Protocol, providing the institutional capacity and coordination mechanisms required for countries to meet their compliance obligations and sustain the achievements of phase-out and phase-down programmes. As of December 2025, UNEP was the implementing agency for Institutional Strengthening projects in 99 Article 5 countries, comprising 80 low-volume-consuming (LVC) countries and 19 non-LVC countries.

Through these projects, UNEP supported National Ozone Units in strengthening national ownership and leadership of Montreal Protocol activities, ensuring effective coordination among government agencies and stakeholders, and integrating ozone-related objectives into broader national policies and development priorities. Particular emphasis was placed on empowering countries to lead the planning, implementation and monitoring of activities in accordance with their national circumstances and priorities.

During the reporting period, UNEP assisted NOUs in maintaining and strengthening licensing and quota systems for controlled substances and HFCs. UNEP also supported countries in meeting their Country Programme and Article 7 reporting obligations through strengthened data collection, verification and reporting processes, recognizing the critical role of reliable data in informed decision-making, policy development and compliance monitoring.

In addition, IS projects enabled countries, particularly LVCs, to coordinate and oversee the implementation of HPMPs, KIPs, Energy-efficiency activities and other Montreal Protocol initiatives.

The following graph shows the regional distribution of the UNEP assisted IS projects:



In 2025, UNEP had nine (9) new IS projects, including one (1) Emergency assistance for institutional strengthening for Maldives, approved for implementation:

Region	Total number of countries assisted by UNEP for IS in 2025	Number of IS renewals approved in 2025
CAR	12	1
ECA	2	-
LA	6	1
ROA-E	23	3
ROA-F	25	3
ROAP-PIC	13	-
ROAP-SA	4	1
ROAP-SEAP	8	-
WA	6	-
Total	**99**	**9**

III. Project completion in the reporting year

In 2025, UNEP completed 70 projects, consisting of 16 HPMP tranches, three (3) Additional activities for energy efficiency (decision 89/6), 10 verification reports, five (5) preparations of new stages of HPMP, 14 KIP Preparations, one (1) KIP stage I tranche, 20 phases of IS project, and the phase I of the Twinning of national ozone officers and national energy efficiency policy makers to support Kigali Amendment objectives project. 29 of these projects were financially completed.

Cluster	Sector	Number of projects completed	Phase-out	
			ODP/MT	CO2-eq tonnes

Government Support	National Ozone Unit	20		
HCFC Individual	SERVCEE-89/6	1		
HCFC Individual	Servicing	5		
HCFC Individual	Verification	10		
HCFC phase-out management plan stage 1	Servicing	2		
HCFC phase-out management plan stage 2	SERVCEE-89/6	2		
HCFC phase-out management plan stage 2	Servicing	14		
HFC Individual	Disposal	1		
HFC Individual	Servicing	14		
Kigali Implementation Plan Stage 1	Servicing	1		
Total		**70**		

IV. Gender activities

UNEP continues to promote empowerment of women through CAP activities in line with UNEP's Policy and Strategy for Gender Equality and the Environment and the Multilateral Fund's Operational Policy on Gender Activities for Multilateral Fund-supported Projects. OzonAction's Gender Core Team provides internal guidance to the CAP regional teams, monitors, and reports on gender activities in the Multilateral Fund supported projects. OzonAction operationalized its own internal plan which provides a comprehensive approach to women empowerment in its work, including both institutional (internal) and programmatic (external) actions. As part of the latter, UNEP has included gender considerations in all projects approved since June 2020 as per Multilateral Fund requirements.

UNEP analyzed 33 UNEP-lead project requests for Stage 1 of Kigali Implementation Plans (KIPs), submitted to the Executive Committee meetings between 2023 and 2026. The findings show strong integration of gender considerations across UNEP-led KIP Stage I submissions, while highlighting opportunities to strengthen compliance with gender assessment requirements.

- All 33 UNEP-led KIP Stage I submissions included gender-responsive activities and indicators and addressed the Multilateral Fund's Operational Policy on Gender. This indicates that gender considerations have been systematically incorporated into projects approved during the period under review.
- Of the 30 countries that submitted Stage I KIP requests from the 94th meeting onward, all incorporated gender-responsive results frameworks and indicators. However, compliance with the requirement to conduct and submit a gender assessment report remained limited. Two submissions included the required gender assessment and report, while seven submissions planned or committed to developing a Gender Action Plan (GAP). Additionally, 20 of the 33 submissions included dedicated budget allocations for gender activities.
- Several countries demonstrated efforts to engage gender-related stakeholders during project planning and implementation. Twelve submissions specifically proposed involving gender experts, women's associations, NGOs, or government bodies working on gender in project activities and decision-making processes. In addition, six submissions encouraged greater participation of women in stakeholder consultations and leadership discussions

related to project implementation.

- The analysis indicates substantial efforts to strengthen capacity for gender-responsive project implementation. Common measures included
    a) Increasing women's participation in RAC technical training programmes (24 submissions).
    b) Promoting participation of women in customs and enforcement training (16 submissions).
    c) Supporting female technicians through specialized training, certification, business development support, and leadership opportunities.
    d) Collecting sex-disaggregated data (26 submissions) to improve monitoring, reporting, and evidence-based decision-making.

These activities contribute to building institutional and national capacity to integrate gender considerations throughout the project cycle.

V. Risk assessment

UNEP have introduced a new systematic risk monitoring framework for its implementing partners as part of its enhanced risk assessment and partner oversight processes. This initiative was developed in response to recommendations from the UN Board of Auditors, which, in its report A/80/5/Add.7 (paragraph 70), recommended that UNEP establish a systematic monitoring mechanism within its implementation agreement management systems to identify and flag risks associated with partner engagements.

Under the framework, risks are identified through a series of automated and structured checks, commonly referred to as Red Flags. These are triggered by factors such as overdue financial and audit reports, non-compliance with legal instrument clauses, adverse budget variances, unresolved ineligible expenditures, and adverse audit findings. By embedding these checks early in the partnership lifecycle, UNEP is able to proactively identify emerging risks, assess the suitability of partners for specialized technical work, and implement appropriate mitigation measures where necessary.

As a result, the systematic risk monitoring framework strengthens UNEP's overall risk assessment and monitoring capabilities, reduces operational and fiduciary vulnerabilities, and supports the more effective, accountable, and secure delivery of environmental programmes.

Some countries often face delays in implementation due to administrative bottlenecks, lengthy government clearance procedures, and changes in institutional leadership that interrupt decision-making. Political transitions, regional instability, and security concerns can further disrupt planning, restrict field activities, or limit access to certain areas. In many cases, these external and administrative factors create uncertainty, slow coordination, and ultimately push project timelines beyond the original schedule.

UNEP proactively manages implementation delays through regular engagement and targeted follow-ups with NOUs, continuous situational analysis, and the timely adjustment of workplans, implementation approaches, and timelines as necessary. To address administrative bottlenecks and sustain momentum, UNEP provides tailored technical and strategic support,

including management-level missions to strengthen inter-agency coordination, facilitate high-level government engagement, and reinforce institutional commitment. UNEP also convenes stakeholder consultations and coordination meetings to identify and resolve implementation challenges, build consensus among relevant actors, and accelerate decision-making. Where appropriate, UNEP works with national counterparts to develop mitigation measures, strengthen project management capacity, and establish clear implementation roadmaps that help maintain progress despite political, administrative, or security-related disruptions.

VI. Performance indicators

Type of indicator	Short title	Calculation	Targets	Achievements	Calculation
Planning-Approval	Tranches approved	Number of tranches approved vs. those planned*	80	40	Number of tranches approved vs. those planned*
Planning-Approval	Individual projects/ activities approved	Number of projects/activities approved vs. those planned (including project preparation activities)	96	62	Number of projects/activities approved vs. those planned (including project preparation activities)
Implementation	Funds disbursed	Based on estimated disbursement in progress reports	23,701,624	23,194,156	Based on estimated disbursement in progress reports
Implementation	ODS phase-out for HCFC-related projects	ODS phase-out for HCFC-related projects in ODP tonnes vs. those planned per progress reports	107.9 ODP tonnes	-	ODS phase-out for HCFC-related projects in ODP tonnes vs. those planned per progress reports
Implementation	HFC phase-down for HFC-related projects	HFC phase-down for HFC-related projects in CO2-eq tonnes vs. those planned per progress reports	zero CO2-eq tonnes	-	HFC phase-down for HFC-related projects in CO2-eq tonnes vs. those planned per progress reports
Implementation	Project operational completion	Project operational completion vs. planned in progress reports for all activities (excluding project preparation)**	58	51	Project operational completion vs. planned in progress reports for all activities (excluding project preparation)**
Implementation	Gender mainstreaming	Operational policy on gender mainstreaming applied to all approved projects	100%	100%	Operational policy on gender mainstreaming applied to all approved projects
Administrative	Speed of financial completion	The extent to which projects are financially completed within 12 months after project operational completion	12 months after operational completion	12 months	The extent to which projects are financially completed within 12 months after project operational completion
Administrative	Timely submission of project completion reports	Timely submission of project completion reports based on the progress report	3	2	Timely submission of project completion reports based on the progress report

Administrative	Timely submission of progress reports and business plans	Timely submission of progress reports and business plans and responses unless otherwise agreed	On time	On time	Timely submission of progress reports and business plans and responses unless otherwise agreed

*Armenia tranche was approved but later transferred to UNIDO

-Several countries experienced public health vulnerabilities/outbreaks or prolonged political and/or security instability in the surrounding region that affected the timely submission of planned projects. These include Bahrain, Burundi, Democratic Republic of Congo, Iraq, Mali, South Sudan, Syrian Arab Republic, Tunisia, and Uganda.

VII. Country highlights

Belize, Caribbean - Belize has demonstrated significant performance in 2025 in the implementation of projects and policies. Firstly, the NOU has conducted nationwide capacity building, training 450 RAC technicians on alternative technologies. Secondly, the country finalized and established two (2) statutory instruments: SI No. 95 (Environmental Protection (Ozone Layer Protection) Regulations) and SI No. 96 (Refrigeration Technicians (Licensing) Regulations), which strengthen enforcement of HCFCs and legally establish enforcement of HFCs and set licensing requirements for RAC technicians, respectively. Together, the SIs provide the national legal basis for HFC phase-down and provide the national standards and licensing measures enforceability under the national law. Further, three (3) mandatory standards were developed collaboratively with the Belize Bureau of Standards: BZS 34:2025 and BZS 35:2025, which set Minimum Energy Performance Standards (MEPS) and mandatory energy labelling for refrigerators, freezers, and air conditioners. Standard BZS 28:2025 provides specifications for the safe storage, handling, and transport of carbon dioxide, supporting the initial entry of an ultra-low-GWP refrigerant into the national market. Finally, during this period, the Country completed one (1) Project (ISP Phase XI) and maintained strong implementation progress on five (5) projects through progress on agreed project activities and the submission of reports to UNEP in a timely manner.

Bolivia, Latin America - In 2025, Bolivia made significant progress in implementing the Kigali Amendment and promoting sustainable refrigeration technologies. The Government adopted Administrative Resolution VMABCCGDF No. 122/2025, establishing the national HFC import quota allocation framework, and initiated the integration of the electronic licensing system for controlled substances into the Single Window for Foreign Trade (VUCE). The country also enabled the legal importation of R-290, with the first customs clearance completed in December 2025. Furthermore, Ministerial Resolution No. 821/2025 approved an occupational standard for refrigeration technicians working with hydrocarbons, incorporating competencies for the safe handling of flammable refrigerants, risk management and good servicing practices.

Cambodia, Southeast Asia - During the reporting period, the NOU achieved significant progress in HFC and HCFC management, regulatory strengthening, and capacity building. Key achievements included the enhancement of the HFC licensing and quota system through integration with the National Single Window System and the adoption of CO_2-equivalent tracking to improve quota monitoring and enforcement; the enactment of a Ministerial Declaration on HFC quota allocation procedures in November 2025 to ensure greater transparency, consistency, and accommodation of new importers while prioritizing grandfather

importers; the integration of energy efficiency modules into RAC servicing technician training; and the institutionalization of competency-based assessment for RAC technicians in collaboration with TVET and Ministry of Labour. The NOU also successfully completed the HPMP Stage I, fifth tranche, conducted HCFC verification, and secured approval of the sixth tranche in 2025.

China, South Asia – China delivered two GSP trainings in Guangzhou in 2025 as part of the South-South cooperation. The first, held on 7–9 January, gathered 18 participants from South Asia, Southeast Asia, and West Asia. The second, held on 3–7 November, hosted 20 participants from 14 countries across Asia-Pacific and Africa. In April, China organized the 14th national Ozone2Climate Technology Roadshow and Industry Roundtable at China Refrigeration Expo 2025 in Shanghai and Beijing, featuring a 500 m² booth, over 40 enterprises showcasing R32, R290, CO_2, NH_3 and other low-GWP technologies, and attracting more than 10,000 visitors. In the same month, the State Council of China approved the National Implementation Plan for the Montreal Protocol on Substances that Deplete the Ozone Layer (2025–2030). This strategic plan outlines the roadmap for the complete phase-out of HCFCs by 2030 and sets a target for a 10% reduction in Hydrofluorocarbons (HFCs) by 2029.China maintained strong import/export controls and active iPIC use to effectively prevent potential illegal trade of ODS, issuing 2,364 ODS export permits and rejecting 23 batches were rejected through iPIC mechanism, preventing potential illegal trade of 480 metric tonnes of ODS. On September 16, 2025, China held a commemorative event marking the 40th anniversary of the adoption of the Vienna Convention for the Protection of the Ozone Layer and the 2025 Worl Ozone Day, attended by approximately 200 guests including Executive Secretary of the Ozone Secretariat, Chief Officer of the Multilateral Fund Secretariat, representatives from the Multilateral Fund implementing agencies, officials from relevant departments of the Ministry of Foreign Affairs and the General Administration of Customs. The following day, FECO/MEE convened an HPMP Coordination Meeting with about 30 representatives from implementing agencies, bilateral partners, research institutions, and industry associations.

Georgia, Europe and Central Asia - The year 2025 was marked by significant progress in updating national legislation, including import-permit allocation rules and environmental requirements for the servicing, maintenance and labeling of RACHP equipment and refrigerant containers. Georgia also introduced a ban on the import of second-hand equipment operating on ODSs. Three new projects, namely, KIP stage I, first tranche, Preparation of national inventory of banks of waste-controlled substances and development of a national plan for management of these substances (decision 91/66), and Pilot project to maintain and/or enhance the energy efficiency of replacement technologies and equipment in the context of HFC phase-down (non-investment activities) (decision 91/65), were approved in 2025. To foster regional cooperation and strengthen partnership to support the Montreal Protocol, Georgia hosted the Joint Europe and Central Asia- West Asia meeting of Montreal Protocol Officers and Environmental Inspectors, Batumi, Georgia, 17-19 June 2025 and the CCAC workshop on life-cycle refrigerant management, Batumi, Georgia, 20 June 2025.

Pacific Island Countries, consisting of Cook Islands, Fiji, Kiribati, Marshall Islands (Republic of), Micronesia (Federated States of), Naoero, Niue, Palau, Samoa, Solomon Islands, Tonga,

Tuvalu, and Vanuatu, achieved several standout results that go well beyond routine implementation. UNEP supported the region in reviewing commonly used HFCs to assign individual HS codes for HFCs and mixtures and worked with the Oceania Customs Organization to agree on integration of individual HS codes into the PACHS28. UNEP assisted all 14 PICs to develop HFC quota and import-tracking mechanism, which has improved accuracy and timeliness of Country Programme and Article 7 data reporting. Fiji enacted a full ban on HCFC-based equipment, and Palau became the first PIC to legislate a ban on R-410A based residential air-conditioners and HFC-134a based domestic refrigerators, effective 1 January 2027 — a major regulatory milestone. The region further distinguished itself through strong north–south and south–south cooperation, with Australia providing advanced technical sessions and Fiji institutionalizing mandatory iPIC consultations.

VIII. Administrative matters and other issues

VIII.1 Meetings attended

UNEP used a combination of face-to-face meetings with online services such as video conferencing, telephones, and emails/chats to deliver global activities. UNEP, as a part of its CAP services, organized Regional Network meetings in all regions for all NOUs to address priority issues, e.g. data reporting, Kigali Amendment, HFCs consumption in the context of KIP preparation, the development of national inventories of banks of used or unwanted controlled substances, customs codes, monitoring, reporting, verification and enforcement (MRVE), standards, licensing and quota systems, illegal trade, good servicing practices, safety for flammable refrigerants, policy developments, energy efficiency, etc.

In 2025, UNEP organized a large number of regional network and thematic meetings as well as partnership activities through CAP. The details of the meetings are reported in the CAP progress report.

VIII.2 Implementing agency and other co-operation

UNEP's work under the Multilateral Fund is performed in close cooperation and coordination with the Multilateral Fund Secretariat, Ozone Secretariat, the other Implementing Agencies (UNDP, UNIDO, World Bank), bilateral agencies, and other partners at the international, regional, and national levels. Examples include:

- Regional Network, thematic and other meetings. During the period 1 January – 31 December 2025, UNEP organized a large number network/thematic meetings for NOUs and other national stakeholders. Documentation from many of the events listed below are available on the OzonAction Meeting Portal at www.ozonactionmeetings.org.
- HPMP implementation. UNEP implements many of its projects on the ground in countries jointly with other Implementing Agencies, where each agency co-implements complementary parts of a single project. In 2025 UNEP was the Lead Agency for the HPMP implementation for 69 Article 5 countries, and the Cooperating Agency for the HPMPs of 25 countries. UNEP cooperated with UNIDO in 51 countries, UNDP in 24

countries, Australia in 12 countries, Germany in 2 countries, and Japan in 2 countries for HPMP implementation.

- UNEP implements 58 KIP stage I projects including one regional KIP for 12 PICs. UNEP implements these projects with other agencies, 39 UNEP as the Lead Agency and 19 UNEP as the Cooperating Agency. UNEP implemented 28 of KIP stage I projects with UNIDO, 16 with UNDP, 1 with World Bank, 12 with Australia, and 1 with Germany.

VIII.3 Other issues

N/A.

Annex I: Summary Tables

1. *A summary of a few sentences should precede each table. This enables the agencies to present a summary of all projects that have been completed or are ongoing since the Fund's inception.*

(a) Annual summary data

Year approval	Number of Approvals	Number of completed	Per cent completed (%)	Approved funding plus adjustments (US$)	Funds disbursed (US$)	Balance (US$)	Per cent of funds disbursed (%)
1991	11	11	100%	1,372,335	1,372,335	0	100
1992	15	15	100%	1,711,000	1,711,000	0	100
1993	49	49	100%	4,194,343	4,194,343	0	100
1994	58	58	100%	4,231,169	4,231,169	0	100
1995	50	50	100%	4,047,683	4,047,683	0	100
1996	47	47	100%	3,345,039	3,345,039	0	100
1997	87	87	100%	7,962,291	7,962,291	0	100
1998	64	64	100%	4,669,124	4,669,124	0	100
1999	87	87	100%	6,368,983	6,368,983	0	100
2000	85	85	100%	6,300,398	6,300,398	0	100
2001	59	59	100%	7,411,159	7,411,159	0	100
2002	72	72	100%	9,469,401	9,469,401	0	100
2003	78	78	100%	11,165,394	11,165,394	0	100
2004	99	99	100%	12,362,652	12,362,652	0	100
2005	72	72	100%	12,339,483	12,339,483	0	100
2006	108	108	100%	12,731,484	12,731,484	0	100
2007	79	79	100%	14,611,111	14,611,111	0	100
2008	132	132	100%	17,875,070	17,875,070	0	100
2009	115	115	100%	17,250,876	17,250,876	0	100

2010	79	79	100%	14,356,674	14,356,674	0	100
2011	100	100	100%	16,782,433	16,782,434	-1	100
2012	80	80	100%	16,086,261	16,086,261	0	100
2013	90	90	100%	14,152,112	14,152,112	-1	100
2014	74	74	100%	12,328,954	12,328,953	1	100
2015	180	180	100%	21,169,099	21,169,098	1	100
2016	95	95	100%	19,552,807	19,552,805	2	100
2017	88	88	100%	15,532,086	15,532,085	1	100
2018	173	172	99%	23,738,631	23,651,458	87,173	100
2019	110	107	97%	14,871,180	14,784,683	86,496	99
2020	130	107	82%	15,165,976	13,179,022	1,986,954	87
2021	126	109	87%	21,847,003	20,770,089	1,076,914	95
2022	101	75	74%	22,864,789	19,382,170	3,482,618	85
2023	125	36	29%	27,139,094	17,048,683	10,090,412	63
2024	213	6	3%	42,833,659	13,954,105	28,879,554	33
2025	102	0	0%	24,047,446	246,316	23,801,130	1
Total	**3233**	**2765**	**86%**	**481,887,196**	**412,395,942**	**69,491,253**	**86**

(b) Cumulative completed investment projects

A summary of a few sentences should precede each table. This enables the agencies to present a summary of all projects that have been completed or are ongoing since the Fund's inception.

Item	Number of completed	Approved funding plus adjustments (US$)	Per cent of funds disbursed (%)	Consumption Phased Out (ODP tonnes)	Production Phased Out (ODP tonnes)	Consumption Phased Out (metric tonnes)	Production Phased Out (metric tonnes)	Consumption Phased Out (Co2-eq tonnes)	Production Phased Out (CO2-eq tonnes)	Average number of months from approval to first disbursement	Average number of months from approval to	Cost effectiveness to fund (US$/kg.)

											completion	
Total	**0**	**0**	**0**	**0.0**	**0.0**	**0.0**	**0.0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0.00**
Region												
Sector												

(c) Cumulative completed non-investment projects

A summary of a few sentences should precede each table. This enables the agencies to present a summary of all projects that have been completed or are ongoing since the Fund's inception.

Item	Number of projects	Approved funding plus adjustments (US$)	Per cent of funds disbursed (%)	Average number of months from approval to first disbursement	Average number of months from approval to completion
Total	**2,373**	**370,519,827**	**100**	**12**	**37**
Region					
Africa	929	69,043,270	100	12	35
Asia and the Pacific	674	69,164,699	100	13	39
Europe	101	7,391,731	100	9	32
Global	204	194,273,950	100	5	23
Latin America and the Caribbean	465	30,646,176	100	17	46
Sector					
Aerosol	11	882,689	100	7	37
Air-Conditioning	3	536,684	100	11	39
Compliance Assistance Programme	23	175,060,139	100	1	16
Disposal	2	190,040	100	5	70
Enabling activities	93	9,205,409	100	13	44

Firefighting	17	807,640	100	11	33
Foam	1	43,014	100	19	96
Fumigant	46	2,654,864	100	8	28
National Ozone Unit	968	80,417,149	100	13	37
Pre-CAP	164	22,652,562	100	4	20
Project monitoring and coordination	1	48,951	100	7	25
Refrigeration	193	9,094,713	100	16	52
SERVCEE-89/6	3	290,000	85	12	26
Servicing	645	61,263,321	99	14	42
Solvent	2	198,860	100	4	34
Survey	83	4,252,536	100	11	25
Verification	118	2,921,255	99	14	27

(d) Cumulative completed project preparation activities

A summary of a few sentences should precede each table. This enables the agencies to present a summary of all projects that have been completed or are ongoing since the Fund's inception.

Region	Number of projects	Approved funding plus adjustments (US$)	Per cent of funds disbursed (%)	Average number of months from approval to first disbursement	Average number of months from approval to completion
Total	**392**	**17,451,780**	**99**	**11**	**31**
Region					
Africa	177	7,640,039	99	12	31
Asia and the Pacific	106	5,959,925	98	11	32
Europe	21	941,903	98	10	19
Global	2	158,412	100	8	39
Latin America and the Caribbean	86	2,751,501	99	11	29
Sector					
Disposal	1	80,000	97	14	24
Refrigeration	47	1,167,465	100	10	25
Servicing	250	13,257,741	98	13	34

Technical Assistance	94	2,946,574	100	7	25

(e) Cumulative ongoing investment projects

A summary of a few sentences should precede each table. This enables the agencies to present a summary of all projects that have been completed or are ongoing since the Fund's inception.

Item	Number of Projects	Approved funding plus adjustments (US$)	Funds Disbursed (US$)	Per cent of funds disbursed (%)	Number of projects disbursing	Per cent of projects disbursing (%)	Average of months from approval to first disbursement	Average number of months from approval to planned completion	Average length of delay in project planned completion	Overall cost-effectiveness to the Fund (US$/kg)
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0%**	**0**	**0**	**0**	**0.00**
Region										
Sector										

(f) Cumulative ongoing non-investment projects

A summary of a few sentences should precede each table. This enables the agencies to present a summary of all projects that have been completed or are ongoing since the Fund's inception.

Region	Number of Projects	Approved funding plus adjustments (US$)	Funds Disbursed (US$)	Per cent of funds disbursed (%)	Number of projects disbursing	Per cent of projects disbursing (%)	Average number of months from approval to first disbursement	Average number of months from approval to planned completion	Average length of delay in project planned completion
Total	**367**	**86,021,589**	**24,617,172**	**29**	**181**	**49%**	**17**	**43**	**6**
Region									
Africa	141	20,505,854	5,640,122	28	61	43%	17	37	3
Asia and the Pacific	141	33,463,890	7,699,521	23	76	54%	17	52	8
Europe	13	1,649,110	416,411	25	8	62%	12	37	1
Global	3	23,261,500	9,594,013	41	1	33%	0	22	4
Latin America and the Caribbean	69	7,141,235	1,267,105	18	35	51%	22	38	7

Sector									
Compliance Assistance Programme	2	22,468,300	9,594,013	43	1	50%	0	18	6
Enabling activities	3	450,000	0	0	0	0%	0	20	0
National Ozone Unit	95	20,417,102	5,743,990	28	61	64%	18	40	4
Project monitoring and coordination	6	135,428	29,950	22	2	33%	10	41	5
SERVCEE-89/6	44	3,918,000	406,277	10	17	39%	14	47	2
Servicing	193	37,912,759	8,795,987	23	95	49%	18	45	7
Verification	24	720,000	46,955	7	5	21%	20	31	12

(g) Cumulative ongoing project preparation activities

A summary of a few sentences should precede each table. This enables the agencies to present a summary of all projects that have been completed or are ongoing since the Fund's inception.

Item	Number of projects	Approved funding plus adjustments (US$)	Funds Disbursed (US$)	Per cent of funds disbursed (%)	Average number of months from approval to first disbursement	Average of months from approval to planned completion	Average length of delay in project planned completion
Total	**101**	**7,894,000**	**1,368,260**	**17**	**13**	**34**	**10**
Region							
Africa	29	2,606,000	557,580	21	10	37	12
Asia and the Pacific	42	3,086,000	467,793	15	16	35	12
Europe	6	475,000	176,131	37	15	32	8
Latin America and the Caribbean	24	1,727,000	166,756	10	12	30	7
Sector							
Disposal	69	5,312,000	644,172	12	11	32	7
Servicing	32	2,582,000	724,087	28	14	40	17